

l'Administration de la Justice aux Etrangers en Chine

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le Mercredi 5 Juin 1929, à 14 heures

PAR

SONG KOOU TCHOU

Président : M. GEOUFFRE^e DE LAPRADELLE, Professeur

Suffragants : MM. BASDEVANT, Professeur

LE FUR, Professeur

PARIS
LES PRESSES MODERNES

45, rue de Maubeuge

1929

l'Administration de la Justice aux Etrangers
en Chine

l'Administration de la Justice aux Etrangers en Chine

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le Mercredi 5 Juin 1929, à 14 heures

PAR

SONG KOUO TCHOU

Président : M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE, Professeur

Suffragants : MM. BASDEVANT, Professeur

LE FUR, Professeur

**PARIS
LES PRESSES MODERNES**

45, rue de Maubeuge

1929

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



L'Administration de la Justice aux Etrangers en Chine

INTRODUCTION

Parmi les étrangers résidant en Chine, les uns sont soumis à la justice territoriale, les autres relèvent des juridictions consulaires.

Cette inégalité de traitement entre eux est la conséquence de ce que l'on appelle le régime de l'exterritorialité. Pareil régime fut introduit en Chine par des traités spéciaux (1) que ce pays avait signés, à partir de 1842, avec un grand nombre de nations occidentales.

Historiquement, l'exterritorialité est d'origine beaucoup plus ancienne. C'était une pratique traditionnelle étroitement liée à la conception de la personnalité des lois qui a dominé dans les relations des peuples, d'après laquelle les consuls des anciens Etats avaient le pouvoir juridictionnel sur leurs nationaux établis à l'étranger.

De cette tradition découle le régime des Capitulations qui a été consacré par des Conventions avec la Sublime Porte, traités dont le premier fut celui de François 1^{er} avec Solimon le Magnifique, Capitulatio de 1535.

(1) Aujourd'hui, en Chine, on appelle communément « Traités inégaux ».

Le régime fut étendu plus tard dans tous les pays musulmans. Et lorsque les relations commerciales devenaient très nombreuses entre l'Occident et les pays orientaux, il y avait de la part de l'Occident chrétien une tendance à appliquer aux peuples « barbares » le régime qui avait fait ses preuves. C'est ainsi qu'il fut établi, en 1842, en Chine et en 1853, au Japon. Sous un triple point de vue, le régime des Capitulations porte atteinte à la souveraineté territoriale et permet à l'Etat étranger de maintenir sous sa souveraineté ceux de ses ressortissants qui se trouvent sur le territoire des pays soumis au dit régime. Au point de vue de la législation, la loi étrangère continue à régir l'étranger sans que la législation locale puisse s'étendre à lui. Au point de vue de la juridiction, les juges et les tribunaux étrangers ont compétence pour connaître des actions civiles ou pénales de l'étranger défendeur. Au point de vue de la police, la juridiction territoriale s'efface devant la juridiction étrangère. Si l'autorité locale veut faire procéder à l'expulsion d'un étranger, elle doit s'adresser au Consul de ce dernier (1). Dès la fin du XIX^e siècle, tous les Etats qui sont soumis au régime des Capitulations s'efforcèrent d'obtenir des puissances bénéficiaires l'abandon total ou partiel de ce régime considéré désormais comme un régime inférieur.

Avant de tracer brièvement la lutte de certains Etats

(1) Edit de Juin 1778 (art. 28).

contre le régime des Capitulations, qu'il nous soit permis de citer les paroles de M. A. de Lapradelle, éminent professeur de droit international à la Faculté de Paris, prononcées en son cours en 1919 :

« Lorsque la circonstance se présente pour un Etat de vouloir écarter de lui, comme une servitude offensante, la loi des Capitulations, l'Etat n'a pour arriver à ce but qu'un seul procédé à suivre, très simple : c'est de faire cesser la raison d'être des Capitulations. Il ne s'agit pas pour lui de prendre, ni des mesures nouvelles, ni de manifester des exigences différentes ; il s'agit simplement de faire pénétrer dans une civilisation qui peut fonder son caractère propre, des règles qui sont des règles essentielles de justice, de tolérance et s'il se peut, de véritable liberté.

Il faut que tout ce qui est xénophobie, vénalité, corruption, routine, disparaisse ».

C'est un conseil sage, digne d'être cité au début de notre étude. Nous avons vu que les Etats qui ont agi selon ce procédé ont tous abouti à supprimer chez eux les derniers vestiges du régime de servitude.

Le Japon s'était engagé le premier dans la voie des réformes nécessaires en vue d'obtenir des puissances occidentales, l'abandon de leurs privilèges. Grâce à de longs efforts, il a obtenu de ces dernières la reconnaissance de l'intégralité de ses droits souverains par les traités de 1894-1896. C'est en 1899, date de la mise en vigueur de

ces traités que le Japon a recouvré complètement ses droits juridictionnels .

Le Siam a suivi de près l'exemple du Japon. La réorganisation de ses tribunaux locaux a amené l'Angleterre, la France et d'autres puissances à accepter d'abord un traitement transitoire, en attendant l'abandon complet de l'exterritorialité.

La Chine a aussi entrepris l'œuvre des réformes nécessaires. Les résultats marqués dans le domaine judiciaire sont déjà appréciables. Aussi a-t-elle demandé à plusieurs reprises aux puissances signataires des traités spéciaux de lui remettre l'intégrité de ses droits souverains.

Nous aurons à étudier dans ce modeste livre, l'administration de la justice découlant des traités spéciaux, l'administration chinoise de la justice surtout au point de vue des réformes réalisées et les différentes étapes de l'exterritorialité en Chine.

PREMIERE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

ORIGINE DE L'EXTERRITORIALITÉ EN CHINE

En principe, avant que des traités spéciaux ne vinssent établir l'exterritorialité en Chine, les étrangers résidant sur le territoire chinois étaient soumis aux lois et coutumes du pays. Ils avaient les mêmes droits et les mêmes devoirs que les nationaux.

En pratique, certaines dérogations ont été apportées à ce principe.

Au point de vue de la justice, nous trouvons dans le « Tang Liu Sou Yi », un commentaire des Lois de la dynastie des Tang, au livre 6, une loi intéressante, relative aux litiges entre étrangers :

« Si des litiges se produisent entre étrangers de même nationalité, ils seront jugés d'après la loi propre de chaque étranger. Les litiges surgis entre étrangers de nationalité différente seront jugés conformément à la loi (loi des Tang) ».

Le commentaire exalte à propos de cette loi, la générosité de la justice impériale qui se propose seulement de convaincre les étrangers par la vertu et qui ne les oblige point à se soumettre à la rigueur des lois.

D'autre part, les Chinois n'aiment pas engager des procès devant les autorités publiques. Sauf les cas graves où l'intervention publique est nécessaire, les affaires civiles et commerciales de peu d'importance étaient, en général, arrangées au sein même des communautés au moyen de conciliation, d'arbitrage et de compromis. Aussi les autorités locales avaient-elles rarement à s'en mêler. Cette liberté d'action en matière de litiges était aussi laissée aux communautés étrangères. Ainsi les établissements que les Portugais avaient créés sur divers points du littoral méridional de la Chine s'administraient eux-mêmes. Ce n'est que devant les abus commis par ces communautés étrangères qu'elles furent détruites un peu partout par la population indignée. A la suite des incidents extrêmement fréquents de ce genre, les autorités chinoises se voyaient obligées de prendre des mesures rigoureuses à l'égard des commerçants étrangers. Parmi ces restrictions, citons l'institution des « Cohong » et les règlements des « Factories » selon lesquels le commerce étranger se faisait par l'intermédiaire d'un certain nombre de négociants autorisés et dans des conditions très sévères. Si quelque incident se produisait entre Chinois et étrangers ou même entre étrangers eux-mêmes, l'autorité chinoise s'efforçait par tous les moyens d'obtenir la connaissance de l'affaire.

En 1780, à Canton, un marin français du navire anglais *Success* ayant tué dans une rixe un marin portugais d'un autre navire anglais *Stormont* et s'étant réfugié

au Consulat français, les autorités chinoises ont réclamé et obtenu la remise du coupable qui fut exécuté sur une place publique.

En 1784, le navire anglais *Lady Hughes*, en exécutant un feu de salve dans la baie de Kouang-Tcheou-Ouan, a tué un Chinois. Le capitaine du navire, Smith, ayant refusé de livrer le coupable qu'exigeait l'autorité chinoise, fut amené et emprisonné par elle, jusqu'à la livraison du coupable, lequel fut immédiatement exécuté.

En 1821, un marin américain, Teoranova, du navire *Emily*, a blessé par méprise une femme chinoise qui en mourut. L'autorité américaine ayant livré le coupable à l'autorité chinoise, déclarait encore : « We are bound to submit to your laws when we are on your waters : be they ever so unjust, we will not resist them ».

Ces exemples nous font connaître qu'avant 1842, la Chine conservait les droits juridictionnels sur les étrangers quand ses fonctionnaires locaux se faisaient un devoir de les exercer.

Par contre, au nord, sur les marchés ouverts le long de la frontière sino-russe, dès l'année 1869, la Russie obtint de la Chine un traité dit de Nertchinsk qui consacrait en son article 2 la compétence territoriale et l'exercice de la souveraineté par chacune des puissances contractantes. En 1727, un nouveau traité fut signé à Kiachta entre les deux pays. L'article 10 in-fine reconnaissait la personnalité des lois en matière pénale. Cet article fut ensuite

complété par le traité de Kouldja, de 1851, qui attribuait au consul russe la décision des affaires concernant ses nationaux.

Au Sud, à Canton, une Cour de justice anglaise fut créée, en 1833 par 3 ordres en Conseil de Guillaume IV. La compétence de cette cour s'étendait en mer dans un rayon de cent milles des côtes de Chine. Cette façon de soustraire les sujets anglais à la justice chinoise sans le consentement explicite du gouvernement chinois et simplement par la volonté unilatérale du roi d'Angleterre constituait une violation de la souveraineté chinoise. Les autorités chinoises avaient toujours ignoré cette institution et le jour où les surintendants anglais jugeaient des affaires mixtes entre Chinois et Anglais, de graves conflits ne cessaient de surgir entre eux.

* *

La question de l'exterritorialité juridictionnelle fut enfin réglée par les traités qui suivirent la guerre d'Opium.

Le traité de Nankin, de 1842, n'attribuait spécifiquement pas la juridiction sur les Anglais aux consuls britanniques. D'après l'article 2, les consuls des 5 ports ouverts devaient être seulement des intermédiaires entre les autorités chinoises et les marchands anglais. Ils n'étaient donc pas des juges. Cet article conçu d'un façon vague, devait être interprété par l'article 3 qui déclarait que les

sujets britanniques pourraient vivre « sous la protection des lois chinoises à l'abri de l'insulte et de l'oppression ». Cependant, en juillet 1843, des règles générales, ont été faites pour le commerce anglais dans les 5 ports ouverts, il est prévu au n° 13 que criminels anglais et chinois seront punis d'après la loi et par les autorités de leurs pays respectifs. Cette stipulation fut reproduite au traité de Tientsin, art. 15, 16 et 17.

La juridiction consulaire fut, pour la première fois, clairement reconnue par les articles 21, 24 et 25 du traité Sino-Américain de Wanghia, du 3 Juillet 1844. L'art. 25 stipulait que « toutes les questions relatives aux droits de la propriété ou de la personne qui se soulevaient entre citoyens des Etats-Unis, seraient soumises à la juridiction américaine et réglées par les autorités de leur propre gouvernement (1).

(1) Traité sino-américain du 3 Juillet 1844.

Art. XXI. — « Subjects of China, who may be guilty of any criminal act toward citizens of the United States, shall be arrested and punished by the chinese authorities according to the laws in China. And citizens of the United States, who may commit any crime in China, shall be subject to be tried and punished only by the Consul or other public functionary of the United States thereto authorized according to the laws of the United States. And in order to the prevention of all controversy and disaffection, justice shall be equitably and impartially administered on both sides ».

Art. XXIV. — « ... And if controversies arise between citizens of the United States and subjects of China, which cannot be amicably settled otherwise. The same shall be examined and decided conformably to justice and equity by the public officers of the two nations acting in conjunction ».

Art. XXV. — « All questions in regards to rights, whether of pro-

Le traité de Whampao passé entre la France et la Chine, le 24 Octobre 1844, décidait aussi en son article XXVIII que « les Français qui se trouveront dans les cinq ports, dépendront également, pour toutes les difficultés ou les contestations qui pourraient s'élever entre eux, de la juridiction française. L'article XXVII du même traité reconnaissait la juridiction consulaire en ce qui concerne les crimes et les délits.

Il est à remarquer que bien que le traité sino-britannique de 1842, ne reconnût pas la juridiction des consuls anglais, l'Angleterre pouvait se réclamer des stipulations du traité français et du traité américain, grâce à la clause de la nation la plus favorisée que celle-ci avait fait insérer dans le traité de Hoomunchai du 8 octobre 1843.

Les privilèges accordés à ces premiers Etats furent aussi reconnus à la Belgique par le traité de Canton, du 25 juillet 1845 et à la Suède par le traité de Canton, du 20 mars 1847 (art. 24).

Les traités sino-français et sino-américain avaient été faits pour une période de 12 ans. Par application de la

perty or person, arising between citizens of the United States in China, shall be subject to the jurisdiction, and regulated by the authorities of their own government. And all controversies occurring in China between citizens of the United States and the subjects of any other government shall be regulated by the treaties existing between the United States and such government respectively, without interference on the part of China ».

Art. II consacre la clause de la nation la plus favorisée.

clause de la nation la plus favorisée, le traité sino-britannique était censé valable pour la même durée. Avant l'écoulement du délai, des demandes de prolongation furent adressées aux gouverneurs de Canton et de Nankin. Le refus de ces derniers décida les trois puissances à user de la force. A la suite de l'incident du navire anglais « Arrow » et de l'assassinat d'un missionnaire français, le Père Chappedelaine, une expédition anglo-française fut décidée. Elle aboutit à la conclusion des traités de Tientsin, en 1858, et de Pékin en 1860 avec la Grande-Bretagne, la France, les Etats-Unis et la Russie (1).

L'article XV du traité de Tientsin (1858) entre la Chine et la Grande-Bretagne, déclarait : « Toutes questions concernant les droits de propriété et de personne élevées entre sujets britanniques devraient être soumises à la juridiction des autorités britanniques ».

En matière pénale, l'article XXVIII du traité sino-français de Tientsin portait : « Si malheureusement, il s'élevait quelque rixe ou quelque querelle entre des Français et des Chinois comme aussi dans les cas où, durant le cours d'une semblable querelle, un ou plusieurs individus seraient tués ou blessés, soit par des coups de feu, soit autrement, les Chinois seront arrêtés par l'autorité chinoise qui se chargera de les faire examiner et punir s'il y a lieu, conformément aux lois du pays. Quant aux

(1) V. Himakako : *La Chine au point de vue du droit international*, édition chinoise 1915, p. 25.

Français, ils seront arrêtés à la diligence du Consul et celui-ci prendra toutes les mesures nécessaires pour que les prévenus soient livrés à l'action régulière des lois françaises dans la forme et suivant les dispositions qui seront ultérieurement déterminées par le Gouvernement français.

Il en sera de même en toute circonstance analogue et non prévue dans la présente convention, le principe étant que la répression des crimes et délits commis par eux en Chine, les Français seront constamment régis par les lois françaises ».

L'article XXXIX du même traité déclarait : « En cas de différends survenus entre Français et étrangers, il est bien stipulé que l'autorité chinoise n'aura à s'en mêler en aucune manière ».

Ces privilèges sont concédés à un grand nombre de puissances. Remarquons, dès le début que toutes les concessions faites par la Chine lui furent arrachées, soit par des guerres, soit par des menaces de guerre, donc dans des circonstances telles qu'il est difficile d'admettre que la Chine ait pu prendre part dans les discussions en toute liberté.

Voici une liste des principaux traités que la Chine a signés à la suite de guerres malheureuses ou sous des menaces de guerre :

Allemagne. — Traité de Pékin, du 31 mars 1880.

Autriche-Hongrie. — Traité du 2 septembre 1869.

Belgique. — Traité du 2 novembre 1865, art. 19, 20.

Danemark. — Traité de Tientsin, 15 juillet 1863, art.
15, 16.

Espagne. — Traité de Tientsin du 10 octobre 1864, art.
12, 13.

Etats-Unis d'Amérique. — Traité de Wamghia, 13 juillet 1844, art. 21, 25.

France. — Traité de Wampao (24 octobre 1844), art.
27 ;

Traité de Tientsin (17 juin 1858), art.
38, 39.

Grande-Bretagne. — Traité de Nankin (29 août 1842),
art. 15, 17 ;

Traité de Tientsin (26 juin 1858) ;

Traité de Commerce (1902) art.

12.

Italie. — Traité de Pékin du 26 octobre 1866, art. 15,

16.

Japon. — Traité du 21 juillet 1896, art. 20, 22 ;

Traité du 8 octobre 1903, art. 11.

Mexique. — Traité du 14 décembre 1899, art 13, 15 ;

Traité du 26 septembre 1921.

Pays-Bas. —

Pérou. — Traité du 26 juin 1874, art. 12, 14.

Portugal. — Traité du 13 août 1864 art. 15 ;

Traité de Pékin du 1^{er} décembre 1887,
art. 47, 51.

Russie. — Traité de 1879-1881.

Suède-Norvège. — Traité de Commerce du 20 mars
1847, art. 24 et 25.

Traité de Commerce du 2 Juin 1908,
art. 10.

Suisse. — Traité du 13 juin 1918.

CHAPITRE II

RAISONS D'INTRODUCTION DE L'EXTERRITORIALITÉ

S'il est incontestable que les privilèges dont jouissent en Chine un grand nombre de puissances, furent arrachés à coups de canon, il n'en est pas moins vrai que des raisons sérieuses ont amené ces dernières à introduire en Chine l'exterritorialité.

La carence de l'administration chinoise en a facilité l'établissement.

La notion de souveraineté territoriale comme on l'entendait en Europe n'existait pas ; la vieille idée que l'empire n'a pas de limite et que l'empereur est le maître universel, qu'il fallait bien dans la pratique subordonner aux conditions réelles et laisser de côté était au moins théoriquement la règle de rapports avec les étrangers « barbares », venus se soumettre » et « apporter le tribut » ; il était tout naturel que l'empereur ne leur imposât pas immédiatement de se soumettre aux lois chinoises et leur accordât le droit de régler leurs affaires selon leurs coutumes barbares. C'était un privilège qu'il leur accordait à titre de souverain à la fois de Chinois et de barbares et qui ne diminuait en rien la souveraineté universelle qu'il

s'attribuait. C'est ce qui explique ce qu'on a parfois trop souvent appelé la mauvaise foi des négociateurs chinois, signant les traités et cherchant à en sortir le plus tôt possible et qui n'était que la suite naturelle de leur conception dans ces traités, grâce accordée par l'empereur et toujours révocable.

D'ailleurs sur ce fait unique, notre compatriote, M. Tchou-Ven-fou, disait : « Notre ancien gouvernement ne voulait se mêler d'aucune manière aux affaires des étrangers et il était même heureux de voir que les procès entre étrangers étaient jugés par leur Consul. Cela parce qu'il ignorait absolument les lois et les coutumes des autres pays » (1).

Mais les idées changèrent vite quand les relations se multiplièrent avec l'Europe. La conception occidentale de souveraineté restreinte, mais absolue dans les limites du territoire national, fit son apparition. Ce qui avait été considéré comme tout naturel par les générations précédentes devint au contraire une déchéance insupportable que seule la faiblesse de la Chine impériale maintenait. Si le gouvernement chinois, à l'origine, ne faisait pas d'opposition à l'établissement du régime d'exterritorialité, les puissances étrangères de leur côté, invoquaient des motifs assez plausibles en faveur de leur demande. Parmi ces motifs, on constate que les uns étaient basés sur les différences foncières qui existaient entre les lois chinoises

(1) Tchou-Ven-fou : Etude sur la Réforme de l'organisation judiciaire en Chine, Paris, 1920.

et étrangères, les autres sur l'imperfection du mécanisme judiciaire chinois.

« Lorsqu'il existe entre deux peuples, dit M. Féraud-Giraud, de très grandes différences sous le rapport de la religion, des mœurs, des lois et des coutumes des rapports durables et suivis ne peuvent s'établir qu'autant que celui des peuples que son activité attire sur le territoire de l'autre y trouve des garanties exceptionnelles, sans lesquelles il n'existe aucune sécurité, ni pour les personnes, ni pour les biens ».

Dans les Echelles du Levant, il existe en effet, une différence fondamentale en ce sens que la loi du Prophète ne s'applique pas aux infidèles.

Les Etats chrétiens avaient invoqué cette raison pour justifier le régime des Capitulations. Pareille raison ne pouvait s'appliquer en Chine où il n'existait aucune religion d'Etat et où la liberté de conscience était sauvegardée. Quant aux différences de civilisation et de coutumes, elles ne pouvaient pas non plus justifier l'atteinte portée aux droits souverains de la Chine. Si la raison invoquée était légitime, pourquoi dans les traités, les Puissances occidentales n'avaient-elles pas reconnu la réciprocité des privilèges à la Chine ? Pourquoi le Japon qui avait pourtant reconnu cette réciprocité, en faveur des sujets chinois résidant sur le territoire japonais par le traité du 13 sep-

(1) Féraud-Giraud. — De la juridiction dans les Echelles du Levant et de Barbarie.

tembre 1871, l'avait-il supprimé plus tard par le traité du 21 juillet 1896 ?

La seule raison plausible qui pouvait justifier l'introduction de l'extraterritorialité en Chine consiste uniquement dans l'imperfection de la législation et l'administration de la justice chinoises. Cette imperfection se manifestait au triple point de vue :

- 1°) Confusion des pouvoirs administratif et judiciaire ;
 - 2°) Forme pénale de toutes les lois, mêmes civiles.
 - 3°) Recours aux châtimens corporels.
-

CHAPITRE III

ÉTENDUE DE L'EXTERRITORIALITÉ

L'exterritorialité s'étend sur diverses catégories de personnes étrangères et sur divers territoires chinois.

1. — Personnes soumises :

Parmi les étrangers résidant sur le territoire chinois, les uns relèvent de leurs juridictions consulaires, les autres sont soumis à la justice territoriale.

A. Sont justiciables des juridictions consulaires respectives à raison de leur nationalité :

1°) Les ressortissants des Puissances signataires des traités établissant l'exterritorialité.

La Chine avait successivement concédé les droits juridictionnels aux Etats suivants : l'Allemagne, l'Amérique, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Japon, le Mexique, la Norvège, les Pays-Bas, le Pérou, le Portugal, la Russie, la Suède et la Suisse. Depuis la guerre 1914-1919, l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, ont perdu leurs privilèges aux traités de paix. La Russie les a abandonnés par arrangement spécial.

2°) Les étrangers, dits protégés, c'est-à-dire mis sous

la protection des Consuls d'un des Etats sus-mentionnés (1).

D'après une statistique des Douanes maritimes, il y avait en 1919, 918 protégés.

Les autorités consulaires assurent la protection de certains étrangers en les considérant comme des protégés et en les assimilant aux nationaux. C'est là un abus qui découle en même temps du régime de l'exterritorialité et de celui des concessions. Le droit de protection des Puissances bénéficiaires de droits juridictionnels à l'égard des étrangers qui devraient être soumis à la juridiction chinoise n'est pas soutenable en droit. Malgré les conventions signées entre certains Etats n'ayant pas de traité avec la Chine et d'autres qui en ont, dans le but de placer les ressortissants des premiers sous la protection des derniers en territoire chinois, les droits de la Chine ne sauraient être méconnus. En effet, un traité est un contrat ; comme ce dernier, il ne peut être étendu à des sujets dont les parties contractantes n'ont point parlé.

B. Sont soumis à la juridiction chinoise :

- 1° Les sujets des Etats sans traité ;
- 2° Les étrangers sans nationalité précise ;
- 3° Les Allemands, les Austro-Hongrois et les Russes depuis la guerre européenne, les Belges, les Italiens, Lu-

(1) Des Grecs, protégés français, avant 1918 ; des Suisses, protégés français ; avant la guerre, il y avait des protégés russes.

rembourgeois, Danois, Espagnols, Grecs, Mexicains, Portugais, depuis 1928 (1) ;

4° Les ressortissants des Etats à traité, mais sans jouissance de l'exterritorialité : Bolivie, Persé, Chili.

L'immunité juridictionnelle s'applique également à la propriété des étrangers représentés. Donc les personnes morales ayant la nationalité d'une Puissance bénéficiaire de l'exterritorialité échappent à la juridiction chinoise.

Dans les limites terrestres, il y a lieu de distinguer ici plusieurs catégories de territoires :

A. — *Les territoires cédés à bail*

En novembre 1897, après le meurtre des deux missionnaires catholiques allemands, l'Allemagne occupa une partie du Chantong et saisit l'occasion pour demander à la Chine de lui céder à bail la baie de Kiao-théou. Une convention fut signée le 6 mars 1898, par laquelle la Chine consentit à donner à bail à l'Allemagne, pour une durée de 99 ans, les deux rives de l'entrée de la baie de Kiao-tchéou ainsi qu'un certain nombre d'îles. La Russie, invoquant le principe de l'équilibre européen, réclama de la Chine la cession à bail de Port-Arthur, de Talienwan et des îles adjacentes. La convention sino-russe fut signée le 27 mars 1898 pour une période de 25 ans. Le traité de

(1) Il est à noter que les nouveaux traités sino-belge et sino-italien n'entreront en vigueur qu'à partir du 1^{er} janvier 1930.

Portsmouth, du 5 septembre 1905, transféra au Japon le droit de bail obtenu par la Russie. La France obtint de la Chine, le 17 avril 1898, la cession à bail pour 99 ans, de Kouang-Tchéou-Ouan ; la Grande-Bretagne obtint également, le 9 juin 1898, la cession à bail, pour 99 ans, des environs de Kowloon et des eaux et territoires adjacents près de Hongkong, puis, le 2 avril 1898, celle du port de Weihaiwei « pour une période égale à celle pendant laquelle Port-Arthur resterait occupé par la Russie ».

Pendant la durée du bail, l'exercice des droits d'administration sur les territoires cédés à bail est abandonné par la Chine aux puissances ayant le droit de bail. Toutefois, la souveraineté chinoise sur ces territoires est réservée dans tous les conventions (1).

Il en résulte que l'exterritorialité dont jouissent les Puissances autres que celles qui ont le droit de bail ne se trouverait point supprimée dans les limites des territoires cédés. C'est ce point de vue qu'a soutenu le gouvernement japonais en 1899, parce que ses intérêts en Mandchourie se trouvaient menacés par l'application du système judiciaire russe sur les territoires de Port-Arthur et de Talienwan. En fait, cette théorie si logique, selon notre avis, était abandonnée par toutes les Puissances, sauf le Japon. La règle suivie se trouvait énoncée dans la con-

(1) Les aspirations chinoises, Paris, 1925, p. 32 et suiv.

vention sino-britannique : « Within the territory leased, Great Britain shall have sole jurisdiction ». La raison invoquée en faveur de ce principe est celle-ci : Les droits d'administration comprenaient le droit de juridiction ; la Chine ayant cédé l'administration toute entière, les territoires ainsi cédés étaient considérés comme annexés aux Puissances ayant le droit de bail. Dès lors, ces dernières pouvaient exercer leur droit de juridiction sur les sujets résidant dans les limites des territoires cédés, sans distinction de nationalité. La thèse de l'annexion est soutenue par certains auteurs (2). Nous invoquons cependant un autre argument mieux fondé : la juridiction consulaire a été établie en Chine, à cause de l'imperfection du système judiciaire chinois : du moment que les Puissances ayant le droit de bail donnent des garanties d'une bonne justice sur les territoires cédés à tous ceux qui y résident, la juridiction consulaire n'a donc plus de raison d'être. Dès lors, il suffit que les Puissances s'entendent entre elles pour reconnaître la juridiction territoriale.

La Russie avait établi à Port-Arthur et à Taliénwan, le Tribunal de Port-Arthur. Sous l'administration japonaise, le Japon établit la cour de Kuang Tungchun.

La France possède à Kouang-Tchéou-Ouan des tribunaux de première instance avec la Cour de Saïgon comme juridiction d'appel.

(2) Paul Fauchille. *Traité de droit international Public*, p. 772-774. Gérard : *Cessions déguisées de territoires*, p. 256-257.

L'Angleterre a établi à Wei-Hai-Wei des « Courts of Magistrate » et « His Majesty's High Court of Wei-Hai-Wei (1) ».

La juridiction d'appel est « His Majesty's supreme court of Hongkong ». Les « courts of Magistrate » établies à Kowloon dépendent également de la « High court » et de la Supreme court » de Hongkong (2).

B. — *Les territoires le long des chemins de fer*

Après l'affaire des boxeurs, le protocole du 7 septembre 1901 accordait aux Puissances signataires le droit d'occuper certains points à déterminer par un accord entre elles pour maintenir les communications libres entre la Capitale et la mer.

On désigna à cet effet un certain nombre de territoires le long du chemin de fer Pékin-Mukden. Plus tard, le gouvernement russe dans la Charte de la Compagnie du Chemin de fer de l'Est chinois prévoyait, contrairement à l'accord de 1896 entre la Chine et la Russie (art. 5), que le respect de la loi et le maintien de l'ordre sur les terrains affectés au chemin de fer et à ses dépendances seraient confiés aux agents de police commissionnés par la Compagnie et que la Compagnie rédigerait et établirait des règlements de police à cet effet. L'article 3 du traité

(1) Ordre en Conseil du 24 juillet 1901.

(2) Voir l'article de M. Lianglong : *The eastern Miscellany*, May 1926.

de Portsmouth transféra les droits et privilèges russes au Japon, lequel a établi en violation des droits de la Chine des postes de police en Mandchourie, sous prétexte d'y protéger ses intérêts.

Il en résulte que chaque Etat occupant, exerce sa juridiction sur les territoires occupés le long des chemins de fer. La Russie avait établi le long du Chemin de fer de l'Est-Chinois, un tribunal à Harbin et des bureaux de justice de paix et d'enquête préliminaire sur divers points. Ces juridictions furent supprimées par la Chine le 23 septembre 1920.

C. — *Le quartier des légations à Pékin*

Le Protocole de 1901 donne aux Puissances signataires le droit d'entretenir une garde permanente pour la défense de leur légation. Le quartier des légations à Pékin est administré par le corps diplomatique. Chaque Puissance à traité y exerce sa juridiction sur ses nationaux.

D. — *Les concessions municipales*

Les concessions municipales étrangères dans les ports ouverts furent accordées séparément aux différentes Puissances à traité. Dans un même port, il peut y avoir une ou plusieurs concessions. Elles sont administrées, soit par le Consul de l'Etat, en faveur duquel la concession a été établie, soit par un Conseil Municipal élu par les contri-

buables qui y résident. La police de la concession est, soit entre les mains du Consul (France), soit du Conseil Municipal (Angleterre). Les Consuls y exercent la juridiction sur leurs nationaux respectifs.

Il en résulte que les sujets des Etats représentés résidant sur les concessions relèvent de leur tribunal consulaire respectif et sont soustraits à la juridiction chinoise. D'après un accord intervenu en 1863 entre les représentants étrangers à Pékin :

« Chaque Consul continuera à administrer ses nationaux ; l'autorité municipale se bornera à mettre en état d'arrestation ceux qui se rendent coupables de délits contre la tranquillité publique ; elle en assurera la remise et les poursuivra devant leurs autorités respectives, chinoises ou autres, suivant le cas.

Les concessions allemandes et autrichiennes de Tientsin et de Hankéou ont été prises par la Chine en 1917.

La concession britannique de Hankéou a été remise à la Chine en 1927 et est devenue « The special Administrative district n° 3 ».

E. — *L'intérieur du pays*

Les étrangers sont autorisés à voyager dans l'intérieur de la Chine à condition d'être munis d'un passeport en règle (art. VIII du traité sino-français de Tientsin 1858, art. IX du traité sino-britannique de Tientsin, 1858, etc.).

D'après ces traités, si un étranger se rend coupable

d'une infraction à la loi à l'intérieur du pays : « il doit être remis au Consul le plus proche pour être puni, mais, sauf les restrictions nécessaires, ne doit pas être maltraité ».

Il a été prévu dans le traité sino-anglais de 1858 (art. 21), qu'aucune perquisition ne sera effectuée par la police chinoise au domicile des étrangers ou dans les bateaux appartenant à ces derniers, et que l'autorisation du consul sera nécessaire pour procéder à l'arrestation d'un coupable chinois réfugié dans les maisons ou bateaux étrangers.

CHAPITRE IV

DROIT DE JURIDICTION CONSULAIRE

I. — CARACTERE REPRESENTATIF DES CONSULS

Les consuls ordinaires ne sont pas des Ministres publics et n'ont pas un caractère représentatif. En pays hors chrétienté, le consuls exercent une juridiction exterritoriale, et tant qu'ils ont un pouvoir juridictionnel, ils représentent la souveraineté de leur pays. Les auteurs de droit international s'accordent à reconnaître ce point.

II. — DROIT DE JURIDICTION CONSULAIRE

I. — EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE

A. — *Contestations entre sujets de même nationalité*

L'article XXV du traité sino-américain de Wanghia, 1844 (1), l'article XXVIII du traité sino-français de Whampao (1844), furent les premiers à reconnaître aux consuls la pleine juridiction sur leurs nationaux. A partir de 1858, d'autres puissances avaient obtenu de la Chine la reconnaissance du même droit (2).

(1) Voir supra, p. 13.

(2) Voir la liste des traités supra, pages 16-18.

B) *Contestations entre étrangers de nationalité différente*

Le traité du 27 juin 1850 entre la France et la Chine déclarait en son article XXXIX : « En cas de différends survenus entre Français et étrangers, il est stipulé que l'autorité chinoise n'aura à s'en mêler en aucune manière ». La même clause est insérée dans tous les traités que la Chine a signés avec les autres Puissances.

Une question se pose dès lors : du moment que la Chine abandonne sa juridiction en pareille circonstance, quel tribunal sera compétent pour juger les litiges entre étrangers de nationalité différente ?

Selon les règles en vigueur, c'est le tribunal de la nationalité du défendeur qui sera compétent (art. IV du traité américain, 17 novembre 1880, sur la nationalité du défendeur).

L'application en pareille circonstance du principe *Actor sequitur forum rei* donne naissance à de nombreux inconvénients. En voici deux qui sont indiqués par la délégation chinoise à la Conférence de la Paix en 1919 (3).

1° Premièrement, nous constatons un vice dû à la diversité des lois applicables. D'après les règles en vigueur le tribunal consulaire compétent est celui dont relève le défendeur ou l'accusé à raison de sa nationalité. Les actions intentées contre les Anglais doivent être portées devant les cours britanniques, celles contre les Fran-

(3) Exposé des questions à résoudre, Paris, 1919.

çais devant les cours françaises, celles des Américains devant les cours américaines, etc... Les faits considérés comme constituant une infraction ou donnant une action en justice d'après la législation qu'applique une cour consulaire, n'ont pas toujours ces caractères s'ils sont soumis à une autre cour. C'est pourquoi des solutions différentes interviennent alors que les faits sont identiques et cette inégalité de traitement blesse le sentiment de justice et d'équité.

2° Le second vice provient de l'absence d'action du tribunal sur les témoins ou les demandeurs ayant une nationalité différente de la sienne. Lorsque la déposition d'un témoin étranger, d'une nationalité différente de celle du défendeur est requise, la cour est réduite, pour sa comparution, à s'en remettre à sa bonne volonté, et si, après avoir volontairement comparu, il refuse de répondre aux questions qui lui sont posées, il ne peut être condamné à l'amende ou contraint par corps d'obtempérer aux ordres de la justice (contempt of court) ; il ne peut davantage être puni en cas de faux témoignage. De même un demandeur étranger ne peut être condamné par le tribunal en cas de faux serment ou de refus d'obtempérer. De ce défaut d'action sur un demandeur étranger découle un autre inconvénient important, si le défendeur n'a aucun moyen de défense, mais est en situation de formuler une demande reconventionnelle, le tribunal

ne peut en connaître, quelque évident que soit le bien-fondé de la demande ».

Il en résulte qu'une demande reconventionnelle, formulée par un défendeur national ne peut être jugée par ses juges naturels. « Les tribunaux consulaires, dit aussi M. A. de Lapradelle, compétents pour connaître de l'action d'un étranger contre un national, ne le sont pas pour connaître de la demande reconventionnelle d'un national contre un étranger (1).

Le défendeur national se trouve dès lors obligé de repousser l'action du demandeur étranger et de l'actionner devant la cour consulaire de la nationalité de ce dernier.

Le China Order de 1881 accordait à la cour consulaire britannique le droit de juger une demande reconventionnelle formulée par le défendeur anglais contre un demandeur d'une autre nationalité, lorsque cette demande a un lien étroit avec la plainte. Mais en pareille circonstance, la volonté unilatérale d'une cour consulaire ne saurait s'imposer aux étrangers si aucune entente n'est intervenue entre les diverses puissances dont relèvent ces étrangers. Aussi un nouvel ordre de 1904 a-t-il supprimé le droit de connaître des demandes reconventionnelles contre les demandeurs étrangers accordé à la Cour con-

(1) Cité par M. Baudet : Essai sur la condition juridique des étrangers en Chine ; Paris 1913, p. 68.

sulaire britannique, parce que ce droit était contraire au principe *Actor sequitur forum rei* établi par la coutume.

C) *Contestations entre étrangers et Chinois*

Les contestations entre étrangers et Chinois sont jugées d'après des principes complexes ; nous les étudions dans la deuxième partie de ce livre.

II. EN MATIÈRE PÉNALE

Pour la France, la règle établie par l'article XXXVIII du traité de Tientsin est que les Français ne peuvent être poursuivis que devant leurs consuls. Cette règle s'applique dans toutes les hypothèses, que la partie lésée soit de même nationalité que l'accusé, soit d'une nationalité différente (art. XXXIX).

En cas de contrebande, la Chine a le droit de confisquer les marchandises après avoir avisé le consul français le plus voisin.

Pour l'Angleterre : le traité d'Hoomunchaï de 1843 prévoyait la promulgation par l'Angleterre des lois nécessaires relatives à la punition des criminels. L'art. XVI du traité de 1858 reconnaissait l'application de la loi personnelle. La convention de Tchefou établit la règle selon laquelle dans les ports ouverts ou dans l'intérieur du pays, quand il y aura un crime commis contre la personne ou la propriété d'un sujet anglais, un fonction-

naire anglais assistera aux enquêtes des autorités chinoises (Art. 3, sect. II).

Pour les Etats-Unis d'Amérique, les traités de Wanhia (1844) et de Tientsin (1858) suivaient la teneur du traité anglais de 1843. La compétence des consuls était étendue aux délits commis à bord des navires de commerce. En cas de contrebande, l'art. XIV du traité de Tientsin reconnaissait la compétence exclusive de la juridiction chinoise.

Pour la Russie, l'art. 7 du traité de Kouldja du 25 juillet 1851 reconnaissait la personnalité des lois pénales. L'article X ajoutait qu'en matière grave « les chefs des Oros (Russes) du Dchasak doivent venir à l'instant même sur les lieux et examiner scrupuleusement l'affaire avec les commandants des Oros, puis ils feront un rapport. Les sujets de l'Empire du Centre (Chine) qui auront des brigandages seront livrés sans distinction de personnes au tribunal qui gouverne les provinces extérieures et punis de mort. Les sujets des Oros seront livrés à leur Sénat pour subir la même peine ». Dans les cas moins importants « les commandants des maisons de garde infligeront aux coupables cent coups ; les criminels de l'Empire du Centre, seront fouettés ; ceux de l'Empire des Oros recevront des coups de bâton ».

Il en résulte que dans les cas graves, les coupables devaient être remis à leurs autorités nationales tandis que dans les cas moins graves, les autorités de la fron-

tière pouvaient juger les coupables avec application de leur loi propre. Le traité de 1858 et la convention de Pékin étendirent la procédure indiquée aux ports ouverts.

Les autres puissances ont fait insérer des stipulations similaires dans leurs traités. La règle est qu'un étranger ne peut être poursuivi que devant son consul ou une autorité compétente de son pays. Tous les traités prévoyaient que les déserteurs des navires étrangers devaient être remis aux autorités de leur nation.

CHAPITRE V

TRIBUNAUX CONSULAIRES ET TRIBUNAUX SPÉCIAUX

Nous avons vu dans les pages précédentes qu'un grand nombre de nations étrangères avaient stipulé dans leurs traités avec la Chine que leurs nationaux resteraient justiciables de leurs consuls établis sur divers points du territoire chinois. De là est née l'institution des tribunaux consulaires.

Au début, c'étaient les consuls qui exerçaient les droits juridictionnels à eux attribués par les traités. Cependant, titulaires des postes plus ou moins importants, les consuls étaient absorbés par leurs fonctions principales et ne pouvaient donner de résultats satisfaisants dans l'exercice de leur juridiction. Tandis que le plus grand nombre des puissances se contentent d'attribuer leurs droits juridictionnels à leurs consuls, d'autres tels que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis d'Amérique ont institué en Chine des tribunaux réguliers composés de magistrats de carrière indépendants des consuls. L'Angleterre surtout possède en Chine une organisation judi-

ciaire complète : les tribunaux de première instance et une Cour d'Appel.

Nous étudierons succinctement le fonctionnement des tribunaux consulaires et des cours spéciales. En raison du grand nombre des premiers, nous nous bornerons à exposer ici des notions générales (1).

I. — LES TRIBUNAUX CONSULAIRES

Dans chaque circonscription consulaire fonctionne un tribunal consulaire. Dans un même port, il peut y avoir un ou plusieurs consuls, par conséquent un ou plusieurs tribunaux consulaires. Ils sont présidés par les chefs des postes consulaires qui fonctionnent seuls ou avec des assesseurs. Le nombre d'assesseurs varie selon que les tribunaux consulaires appartiennent à l'un ou l'autre Etat. Ils ont tantôt voix délibérative, tantôt voix consultative. La compétence des tribunaux consulaires est tantôt générale (France, Allemagne, Belgique, Autriche, etc.), tantôt restreinte (Angleterre, Grèce, Italie, etc.).

Les tribunaux consulaires sont organisés par des lois et ordonnances de leur pays respectif (2).

Les tribunaux consulaires allemands (3) : loi du 7 avril 1900.

(1) Sur le fonctionnement des juridictions étrangères en Chine. V. Rapport de la Commission de l'Exterritorialité, 1^{re} partie, annexe III, p. 27 à 62.

(2) V. la liste des principales lois relatives aux tribunaux consulaires, Baudez, déjà cité, p. 127.

(3) Ils n'existent plus actuellement.

Composition : Le tribunal était composé du consul ou du fonctionnaire fonctionnant seul ou avec deux assesseurs au civil, quatre au criminel choisis par le consul parmi les notables allemands ou étrangers résidant dans la circonscription. Ils ont voix délibérative.

Compétence : Le consul était compétent pour les affaires dépendant de l'Amtsgericht en vertu de la loi sur l'organisation judiciaire, les Codes de procédure et la loi sur les faillites, et pour les affaires de la juridiction gracieuse dépendant de l'Amtsgericht en vertu des lois de l'Empire ou des lois générales de l'Etat prussien.

Le tribunal consulaire était compétent en matière civile pour les affaires dépendant du Landgericht en première instance, en vertu de la loi sur l'organisation judiciaire, et des codes de procédure. Le nombre d'assesseurs était fixé à deux. En matière pénale, pour les affaires dépendant du Schiffengericht ou du Landgericht en première instance. Le tribunal était juge d'instruction pour les affaires dépendant du Schurergericht ou Reichsgericht en première instance et renvoyait devant ces tribunaux pour les juger. Le nombre d'assesseurs était fixé à 4 ou à 2. Les appels étaient portés devant le Reichsgericht de Leipzig.

b) *Les tribunaux consulaires anglais :*

Dans toute circonscription consulaire, fonctionne une Cour provinciale ou locale présidée par le chef de poste

consulaire assisté de deux assesseurs choisis parmi les résidents anglais de la circonscription. La compétence de la cour provinciale est très restreinte. Elle connaît en matière civile des causes dont l'importance ne dépasse pas 500 £ ; en matière pénale, des cas ne dépassant pas 12 mois d'emprisonnement et 100 £ d'amende. Toute affaire civile dépassant 150 £ l'assistance de 2 ou 4 assesseurs est requise. Tous les cas rentrant dans la compétence de la Suprême Court sont envoyés d'office devant elle, les appels sont portés devant la Cour Suprême.

Nous étudierons l'organisation de cette dernière dans le paragraphe II.

c) *Les Tribunaux consulaires français*

Composition : Le tribunal consulaire français se compose du consul ou de son suppléant et de leurs assesseurs choisis par le consul ayant voix délibérative.

Compétence : l'art. I de l'édit de 1778 déclarait : « Nos consuls connaîtront, en première instance, des contestations, de quelque nature qu'elles soient, qui s'élèveront entre nos sujets, négociants, navigateurs et autres, dans l'étendue de leurs consulats ». Il en résulte que le tribunal consulaire français a une compétence générale semblable à celle des tribunaux de première instance en France. Le consul est juge d'instruction en matière pénale pour les cas soumis à la juridiction de la chambre criminelle de Saïgon. Le consul fonctionne seul comme

juge d'instruction et pour les contraventions de simple police. Dans les autres cas, tant en matière civile qu'en matière pénale, l'assistance de 2 assesseurs est requisé. Ces assesseurs sont choisis sur une liste annuelle de citoyens français majeurs. Ils sont nommés pour chaque affaire civile ou commerciale. En matière pénale, ils sont désignés d'avance pour toute l'année (1).

Les appels sont portés devant la Cour d'Appel de Saïgon. Les appels des jugements des tribunaux consulaires français au Yunnan sont portés devant les Chambres d'appel de Hanoï. Le pourvoi en cassation pour cause d'excès de pouvoir est autorisé.

Nous nous sommes contentés de citer ici quelques exemples ; quant aux tribunaux consulaires des autres pays, ils ressemblent beaucoup à ceux de la France (2).

Les tribunaux consulaires appliquent leur propre loi. Toutefois, par application de la règle « *locus regit actum* » les usages locaux qui ne sont pas contraires aux dispositions de la loi nationale pourront être observés. Ainsi l'article 166 de la loi consulaire italienne déclarait : « Les lois de l'Etat seront appliquées par les consuls ou par les tribunaux consulaires dans tous les cas où il n'en sera pas décidé autrement par les traités, les usages ou la présente loi ». L'ordre en conseil en 1873 portait : « En principe, les juridictions consulaires britanniques doivent

(1) V. Baudez, p. 123.

(2) V. Baudez, p. 128-129.

appliquer le Common law, les lois écrites et les autres lois en vigueur dans la métropole » (art. 6).

« Les juridictions consulaires britanniques appliqueront aussi les coutumes raisonnables existant dans les possessions ottomanes, à condition qu'elles ne soient pas incompatibles avec le présent ordre » (art. 7).

La loi consulaire allemande en 1879, décidait, en son article 3 que « les tribunaux consulaires appliqueront en principe les lois de l'Empire en matière civile ; en matière commerciale, les usages reçus dans la circonscription consulaire devront être observés », etc. (2).

Les enquêtes, perquisitions, arrestations et autres mesures ordonnées par les tribunaux consulaires sont exécutées par la police municipale sur la concession internationale ; par la police française sur la concession française ; par la police chinoise dans l'intérieur du pays. Selon les dispositions des traités (art. VIII du traité sino-français de 1858, etc.), un étranger qui se rend coupable à l'intérieur du pays, devra être remis à son consul le plus voisin. Comme le tribunal chinois du lieu du crime n'est pas compétent pour juger le coupable, il arrive fréquemment que les témoignages obtenus ne peuvent être contrôlés rendant ainsi impossible toute contre-enquête.

L'extradition des coupables se fait régulièrement entre les diverses autorités consulaires ou chinoises selon des accords établis.

(2) V. Baudet, p. 140.

Les prévenus ou condamnés sont, soit détenus dans les prisons dépendant des consulats, soit transférés dans celles de la métropole ou de la colonie.

Les consuls exercent sur leurs nationaux le droit d'expulsion. S'ils jugent que quelques-uns de leurs sujets deviennent indésirables, ils les expulsent du territoire, le droit d'expulsion de la Chine étant abandonné aux Puissances jouissant de l'exterritorialité.

II. LES COURS SPÉCIALES

a) *La Cour Suprême britannique* : His Majesty's Supreme Court for China.

La Cour Suprême a été établie par l'ordre en Conseil du 9 mars 1865 et le règlement du 4 mai de la même année, définitivement instituée en 1904 (1) (Ordre en Conseil du 24 octobre). Elle se compose d'un juge principal et de plusieurs juges adjoints, nommés par décret parmi les magistrats de la métropole. En cas de vacance, un juge provisoire choisi parmi le corps consulaire avec l'assentiment du juge principal siège aux lieu et place de ce dernier. A la Cour sont attachés un greffier, nommé par le roi parmi les greffiers ou avoués de la métropole, un procureur du roi, un shériff, un commis et un huissier (2).

La Cour est établie à Shanghai, mais elle se transporte

(1) (2) V. Baudez, op. cit., p. 111.

d'un point à l'autre selon le besoin. Elle est juridiction d'appel et de première instance. Elle connaît en première instance toutes les affaires importantes du ressort du Consulat général de Shanghai. En appel, elle est compétente pour toute affaire civile dépassant 25 £ et toute matière pénale dans le cas de violation de la loi et d'excès de compétence (China Order, art. 113, Amendement Order 1913, art. 7). La Cour ne peut condamner à la servitude pénale remplacée par l'emprisonnement avec travail forcé ni à l'amende au delà de 500 £. Les arrêts prononçant la peine de mort doivent être soumis au Ministre d'Angleterre à Pékin qui peut commuer la peine (3).

Dans les affaires importantes, la Cour juge avec l'aide du jury ou d'assesseurs. En matière criminelle, le jury est obligatoire ; en matière civile, il ne devient obligatoire que sur la demande des parties dans les affaires dépassant 150 £. Le jury se compose de 5 à 12 membres, ayant voix consultative. Lorsqu'un assesseur émet un avis qui n'est pas conforme à celui de la Cour, celle-ci doit le notifier au procès-verbal du jugement.

Contre les arrêts de la Cour, il existe un dernier recours devant le Comité judiciaire du Conseil privé. Il faut que le montant de l'affaire civile dépasse 500 £. En matière pénale, le recours doit être approuvé par la

(3) V. Baudez, op. cit., p. 113.

Cour ou autorisé par le roi (China Order art. 115 ; Amendement Order 1913, art. 17 (1).

b) *La Cour des Etats-Unis en Chine*. The United States Court for China.

Le système américain était au début semblable à celui de la France. Le représentant américain à Pékin était compétent pour les appels formés contre les jugements rendus par les consuls à propos d'affaires ne dépassant pas 2.500 dollars. Ce système ne donnait pas de résultats satisfaisants.

Dès 1882, le projet Davis O'Conner proposait d'établir une Cour de District dans chacun des ports suivants : Shanghai, Tientsin et Canton et une autre Cour au Japon, avec une Cour Suprême à Shanghai comme juridiction d'appel pour remplacer celle attribuée au représentant américain à Pékin. Ce projet n'a pas abouti.

Plus tard, l'Act du Congrès du 30 juin 1906 organisa la Cour des Etats-Unis en Chine. Elle commença à fonctionner le 2 janvier 1907. Elle s'installe à Shanghai, Tientsin, Hankon et Canton au moins une fois par an dans chacune de ces villes. De plus, pour l'examen d'une cause spéciale, elle peut fonctionner dans n'importe quel port ouvert.

En dehors de Shanghai, les consuls restent compétents

(1) Himaï Kako, p. 198.

pour toute affaire civile ne dépassant pas 500 dollars et en matière pénale, pour les cas qui ne comportent pas la peine de plus de 2 mois d'emprisonnement ou 100 dollars d'amende.

Quant à Shanghai, toutes les affaires civiles ou criminelles sont soumises à la juridiction de la Cour des Etats-Unis. Celle-ci est juridiction de première instance pour les affaires dont la connaissance est enlevée aux consuls ; elle est juridiction d'appel pour les appels formés contre les jugements des tribunaux consulaires. Les jugements de la Cour des Etats-Unis en Chine, peuvent être portés devant la Cour d'Appel de San Francisco.

Cour d'Appel française.

Depuis quelques années, un juge de carrière est installé au Consulat français de Shanghai pour connaître en appel les affaires jugées par les tribunaux consulaires. Mais il ne juge que par délégation du consul, donc, son indépendance reste douteuse.

L'Italie a aussi un juge de carrière pour la Chine.

Critique des Tribunaux Consulaires

Les tribunaux consulaires encourent bien des critiques. Outre les deux inconvénients indiqués par la délégation chinoise auprès de la Conférence de la Paix, que nous avons cités plus haut à propos de l'application du principe *Actor sequitur forum rei* devant les juridictions

consulaires, dans les contestations entre étrangers de nationalité différente, en voici quelques autres que les auteurs s'accordent à reconnaître :

a) L'incompétence des juges ;

b) L'incompatibilité des fonctions consulaires avec les fonctions judiciaires ;

c) Le manque d'indépendance des juges, etc...

En effet, les consuls sont chargés de veiller aux intérêts de leurs nationaux ; leurs fonctions principales ne leur donnent ni le temps ni les moyens de remplir le rôle de juge ; les études qu'ils ont faites ne leur permettent point d'aborder des questions de droit et de fait souvent très compliquées ; le nombre grandissant des affaires surtout dans une ville comme Shanghai doit absorber tout leur temps s'ils entendent bien juger ; étant chargés des intérêts de leurs compatriotes, ils ne peuvent rester entièrement en dehors des affaires entre des nationaux et des étrangers. Il y a malheureusement des tribunaux consulaires devant lesquels il est inutile à un étranger de plaider sa cause. Certaines Puissances donnent à leurs consuls les pouvoirs les plus étendus relatifs à l'administration de leurs concessions et au jugement de leurs ressortissants. Entre les mêmes mains se trouvent réunis le pouvoir législatif, le pouvoir judiciaire et le pouvoir exécutif, contrairement au principe de la séparation des pouvoirs. Le consul français, par exemple, est

chef de la police, président du Conseil municipal et juge ayant compétence générale. C'est lui qui légifère avec le Conseil Municipal les règlements municipaux et de police ; c'est lui qui est chargé de l'exécution de ces règlements et c'est lui qui juge les infractions commises à l'encontre de ces règlements. Il arrive qu'il est juge dans sa propre cause ; tel est le cas où le Conseil Municipal attaque ou est attaqué par une personne étrangère devant le consul qui est aussi son président. Dans la concession internationale, le conseil municipal est indépendant des consuls, mais étant un corps international, donc une personne morale sans nationalité, on a institué une cour composée de plusieurs consuls désignés à cet effet pour juger les affaires entre le Conseil municipal et les personnes étrangères.

L'art. 27 des « Land Regulations » prévoit que la « Court of Foreign Consuls » se tient au commencement de chaque année. Elle n'a point de législation ni de procédure définies. C'est plutôt un tribunal administratif qu'une Cour de justice.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE VI

BASES CONVENTIONNELLES DES JURIDICTIONS MIXTES

D'après l'article 12 de la Convention sino-britannique du 26 juin 1843, si le consul anglais ne peut prévenir des disputes entre marins anglais et sujets chinois, il s'efforce de les régler à l'amiable.

Ainsi, la compétence du consul était seule reconnue ; mais l'article 13 de la même convention stipulait que les contestations entre commerçants anglais et les Chinois devraient être examinées et jugées par le consul anglais et les autorités chinoises selon l'équité. L'action conjointe du consul et des autorités locales étaient reconnues d'une façon très vague. Elle sera précisée par les traités ultérieurs.

Les traités de Tientsin que la Chine a signés du 13 au 27 juin 1858 avec la Grande-Bretagne, la France, les Etats-Unis et la Russie contiennent la clause suivante reproduite d'après l'article 17 du traité sino-britannique :

« Tout sujet britannique ayant un sujet de plainte contre un Chinois doit s'adresser à son consul et établir

ses griefs. Le consul fera une enquête sur l'affaire et tâchera d'arriver à un arrangement amiable. De même, si un Chinois a lieu de se plaindre d'un sujet britannique, le consul ne manquera pas d'écouter ses griefs et de s'efforcer de résoudre amiablement l'affaire. S'il s'agit d'un litige de telle nature que le consul ne puisse l'arranger à l'amiable, il demandera alors l'assistance des autorités chinoises, afin qu'elles et lui puissent ensemble examiner l'affaire et la trancher d'une manière équitable ».

Ainsi, dans les contestations entre Chinois et étrangers, la règle établie par les traités précités était un règlement amiable. L'action conjointe du consul étranger et des autorités chinoises n'est qu'une sorte de procédure d'arbitrage et ne présente aucun caractère juridictionnel. Toutefois, en matière de dettes, l'article 18 du traité sino-britannique de 1858 prévoit l'arrestation du Chinois débiteur par les autorités chinoises et la comparution du débiteur étranger devant la justice. Laquelle ? Une juridiction mixte, sans doute, aux termes de l'article 17. Cependant, l'article 37 du traité sino-français de 1858 décide que « les Français pourront seulement s'adresser, par l'entremise de leurs consuls, à l'autorité locale... » et que « le consul prêterà de la même manière, assistance aux réclamants chinois ». La procédure prévue par cet article sera étendue aux procès entre sujets anamites et sujets chinois le long de la frontière (Convention Cogor-

dan du 25 avril 1886). Le traité sino-américain de 1858 décide que les citoyens des Etats-Unis présenteront leurs plaintes à leur consul qui, après examen, les transmettra aux autorités chinoises. Celles-ci recevront les plaintes des Chinois et les transmettront au consul américain. Si un arrangement amiable est impossible, les deux autorités examineront et statueront suivant la justice et l'équité.

La Russie fut la première nation à avoir des traités avec la Chine. Le traité de Kiachta du 21 octobre 1727 prévoyait le règlement des conflits entre commerçants russes et chinois de la manière suivante :

a) Les différends seraient décidés par le chef des marchands (art. 4) ;

b) Les affaires entre russes et chinois seraient décidées par les commandants limitrophes de deux Empires « selon les lois de la justice et sans aucun délai » (art. 8).

L'article 7 du traité de Kouldja, du 25 juillet 1851 est plus explicite en déclarant qu'en cas de contestations entre les sujets respectifs, le consul russe et le fonctionnaire chinois apporteront tous leurs soins à la décision de l'affaire.

Le traité de 1858 stipulait d'une façon nette en son article 7, la juridiction mixte : « Toute affaire entre les sujets russes et chinois dans les ports et villes ouvertes sera examinée par les autorités chinoises de concert avec

le Consul russe ou l'agent qui représente l'autorité du gouvernement russe dans l'endroit. Les sujets russes, coupables de quelques délits ou crimes seront jugés d'après les lois russes. De même, les sujets chinois, pour chaque crime ou attentat contre la vie ou la propriété d'un Russe, seront jugés et punis d'après les lois de leur pays ». Même procédure était prévue dans le traité additionnel de Pékin. Remarquons que cette procédure n'était appliquée qu'aux contestations civiles et aux crimes et délits. Elle n'était pas applicable aux affaires commerciales. Le traité de St-Petersbourg du 12 février 1881 étendra cette procédure à toutes les affaires survenues entre les sujets des deux nations (art. 11).

Le traité sino-portugais du 1^{er} décembre 1887 consacre aussi la juridiction mixte, mais avec application de la loi du défendeur.

Le traité sino-brésilien du 3 octobre 1881 prévoit le règlement amiable des différends survenus entre Chinois et Brésiliens, par l'action conjointe du consul et des autorités chinoises. Cependant, si l'arrangement amiable ne peut être obtenu, ces différends seront jugés en toute équité uniquement par l'autorité dont dépendra l'accusé.

Le traité de commerce du 21 juillet 1896 entre la Chine et le Japon décide en son article 21 que : « Si les autorités ou un citoyen chinois ont quelque sujet de plainte ou de réclamation de nature civile contre des

sujets japonais ou relativement à une propriété japonaise en Chine, l'affaire sera entendue et décidée par les autorités japonaises. Réciproquement, toutes plaintes ou réclamations civiles formées par les autorités japonaises ou les sujets japonais contre des chinois ou relativement à une propriété chinoise, seront entendues et jugées par les autorités chinoises ». Il en résulte qu'en matière civile aussi bien qu'en matière pénale, les autorités de la nation du défendeur ou de l'accusé seront seules compétentes.

Les conventions signées par la Chine avec d'autres Puissances reproduisent les mêmes stipulations contenues dans l'article 17 du traité sino-britannique de 1858

Bientôt la conception du règlement amiable sera abandonnée et fera place à une véritable décision judiciaire.

Les traités sino-britannique de Tchefou, du 13 septembre 1876 et sino-américain de Pékin du 17 novembre 1880 prévoient l'assistance aux débats qui seront suivis devant la juridiction chinoise d'un délégué du consul.

L'article 3, sec. II du traité de Tchefou est conçu en ces termes : « Il est convenu que si un crime affectant la personne ou les biens d'un sujet britannique, vient à être commis, soit dans l'intérieur, soit dans les ports ouverts, le Ministre d'Angleterre aura la faculté d'envoyer ses représentants sur place pour assister à l'enquête.

Il est de nouveau entendu que tant que les lois des

deux pays différeront entre elles, le seul principe à suivre dans la procédure des affaires mixtes en Chine est que l'affaire est jugée par l'autorité compétente de la nation du défendeur ; l'autorité compétente de la nation du demandeur est simplement présente pour veiller à la régularité de la procédure. Si le représentant du demandeur n'est pas satisfait de la procédure, il aura le droit de formuler une protestation détaillée. La loi applicable sera celle de la nationalité de l'autorité qui juge l'affaire. Tel est le sens des caractères hoei-t'ung, qui indiquent une action conjointe des autorités judiciaires dans l'article XVI du traité de Tientsin ; et telle est la marche à suivre par les fonctionnaires respectifs de chaque nationalité » (art. IV du traité américain du 17 novembre 1880).

Ainsi un étranger demandeur doit être jugé par l'autorité compétente chinoise et d'après les lois chinoises avec l'assistance du consul ou autre fonctionnaire de sa nationalité.

La France qui ne s'était pas réclamée de la Convention de Tchefou suivait toujours le régime établi par le traité de Whampao de 1844 (art. XXV), c'est-à-dire la procédure d'arbitrage instituée par l'action conjointe du consul et des autorités locales.

Aussi remarque-t-on l'existence de trois régimes différents dans les affaires mixtes entre Chinois et étrangers :

a) Le premier consiste dans le règlement amiable des affaires mixtes par le Consul et les autorités locales conjointement (Traité de Whampao, art. XXV) ;

b) Le second admet l'assistance aux débats suivis devant la juridiction chinoise d'un délégué du consul (Convention de Tchefou, art. 3, sec. II ; traité sino-américain de Pékin, 1880) ;

c) Le troisième est établi par le traité sino-japonais du 21 juillet 1896 (art. 21, le traité sino-brésilien du 30 octobre 1881 (art. X) et le traité sino-mexicain du 14 décembre 1889 (art. XIV, § 3) qui ne prévoient pas l'assistance aux débats suivis devant la juridiction de la nation du défendeur d'un officier étranger, assesseur.

L'article XXV du traité sino-français de Whampao, du 24 octobre 1844, reproduit par l'art. 35 du traité de 1858, stipule que lorsqu'un Chinois aura quelque sujet de plainte contre un Français ou réciproquement, l'affaire devrait être décidée selon l'équité par le Consul et le fonctionnaire chinois.

Les divers articles précités constituent les fondements de la juridiction mixte. Elle sera exercée par des Cours mixtes. Il existe une Cour mixte internationale et une Cour mixte française à Shanghai, des Cours mixtes diverses à Hank'ou, une Cour mixte internationale à Canton, une à Amoy, et un Bureau des litiges à Harbin. Celles de Shanghai peuvent être considérées comme typiques. Remarquons dès maintenant que ces Cours sont

des tribunaux chinois bien que les autorités consulaires aient tendance à les considérer comme juridictions exterritoriales. La convention de Tchefou dit spécifiquement que « le Gouvernement chinois a établi à Shanghai une Cour Mixte ».

I. — *La Cour mixte d'Amoy (Kulangyu)*

La Cour mixte de Kulangyu a été instituée par un règlement arrêté entre le Waikiaopou et le corps diplomatique en 1902.

L'article 12 de ce règlement stipule qu'à l'instar de Shanghai, il sera établi dans les limites de la concession, une Cour mixte composée d'un délégué spécial et d'auxiliaires.

Le délégué sera nommé conjointement par le Taotai d'Amoy et le Bureau des Affaires étrangères du Foukié. Les Chinois y résidant qui auront contrefait aux règlements de police seront jugés par le délégué. Si les affaires sont d'une grande importance, le délégué procédera à l'instruction des coupables et les transférera aux autorités locales. Les procès concernant la propriété et les créances dans lesquelles il y a des Chinois défendeurs seront également jugés par la Cour. « Dans les procès civils ou criminels, quelle que soit leur importance, intéressant un étranger, le consul de ce dernier pourra venir lui-même ou envoyer un délégué juger conjointement avec le délégué chinois. Si le juge et l'assesseur

étranger ne sont pas d'accord quant à la décision à prendre sur un tel procès, l'affaire pourra être portée en appel devant le Taotaï, qui la jugera de nouveau avec le Consul » (1).

D'après les stipulations de ce règlement, la compétence de la Cour s'étend :

(1) Traduit du chinois.

Règlement de la cour mixte de Koulangsou (Amoy), art. XII des « Lands Regulations and Byelaws for the foreign settlement of Kulangsu » (Amoy, 10 January 1902. Traduction).

Le Gouvernement chinois établira encore à Koulangsou une Cour mixte sur le modèle de la Cour mixte de Shanghai et nommera un fonctionnaire expérimenté pour la diriger avec un personnel suffisant.

Ce fonctionnaire recevra une délégation (special authority) du Taotaï d'Amoy et du Bureau des Affaires Etrangères du Foukié lui donnant pouvoir de régler toutes les affaires de police se produisant sur le settlement, et dans lesquelles des Chinois seraient prévenus (défendants).

Dans le cas où un crime plus sérieux serait commis par un Chinois, l'accusé devra, après examen préliminaire par la Cour mixte, être remis avec un rapport sur l'affaire aux fonctionnaires du territoire pour être jugé.

La Cour mixte aura aussi pouvoir de régler toutes les affaires civiles dans lesquelles tout Chinois résidant sur le settlement serait défendeur. Tout jugement rendu par elle en pareil cas devra être exécuté, si cela est nécessaire, par les fonctionnaires du territoire sur la terre ferme et dans Amoy.

Il est bien entendu que dans tous les cas, soit civils, soit criminels, dans lesquels un étranger est mêlé, le Consul de sa nationalité ou un fonctionnaire délégué par lui devra siéger comme assesseur (as assessor) avec le magistrat de la Cour mixte.

Si l'assesseur était d'un avis différent de celui du magistrat de la Cour mixte, le cas serait soumis (appealed) à un tribunal supérieur formé du Taotaï et du consul de la nationalité de l'étranger comme assesseur (as assessor).

1° Sur les affaires civiles ou criminelles des Chinois, le délégué chinois étant l'unique juge qui transférera les grands coupables aux autorités chinoises après l'instruction.

2° Le Consul ou son délégué ne pourra assister aux débats que dans les affaires intéressant un étranger. L'appel est possible devant le Taotai d'Amoy.

II. — *Bureau des Affaires Etrangères de Hank'eu*

Le Bureau des Affaires Etrangères de Hank'eu a été établi en 1894 sur la demande du Directeur des Douanes de Kiang Han et avec l'approbation du Gouverneur du Hou-pé. Le délégué chinois ne s'occupait d'abord que des affaires étrangères. Il allait aux consulats pour assister au jugement des affaires et n'avait pas d'attributions juridictionnelles bien définies. Après la fondation de la République, le bureau prit le nom de Cour mixte de Hank'eu. En dehors des attributions relatives à la sécurité de la concession ou aux affaires étrangères, la Cour reçoit les ordres du Commissaire aux Affaires Etrangères du Hou-pé et juge toutes les affaires mixtes.

La Cour est composée d'un juge principal, d'un adjoint, de deux juges suppléants, de secrétaires, d'huissiers-audienciers et d'auxiliaires, tous nommés par la Chine. Les dépenses sont couvertes par le trésor du Hou-pé.

Les attributions juridictionnelles de la Cour sont de deux groupes :

1° La Cour peut envoyer des délégués pour assister aux débats suivis devant les consulats. Ces délégués ont le droit de demander la modifications des jugements.

2° Elle connaît de toutes les affaires mixtes dans lesquelles les Chinois ou les sujets des pays sans exterritorialité, sont défendeurs. Le consul ou son délégué peut assister aux débats.

Quant aux affaires criminelles, elles sont jugées par les consuls dans la concession anglo-américaine. Les affaires produites à la concession japonaise sont souvent portées devant la Cour. Les affaires purement chinoises sont, en principe, jugées par le Tribunal de District, mais en pratique, la Cour connaît de celles qui sont portées devant elle.

III. — *Bureau de Harbin*

Le Bureau de Harbin ne différait pas énormément de la Cour mixte de Shanghai. Les affaires y étaient extrêmement nombreuses.

L'accord sino-russe de 1901 relatif aux règlements de l'administration du Chemin de fer de l'Est chinois attribue au Bureau des litiges toutes les affaires civiles et pénales du territoire le long du Chemin de fer.

Ce Bureau a été supprimé et remplacé par la Cour de Justice du District Spécial des trois provinces en 1920.

CHAPITRE VII

ÉVOLUTION DES COURS MIXTES DE SHANGHAI

En raison de leur importance, les Cours mixtes de Shanghai doivent être étudiées avec quelques détails.

A partir de 1843, Shanghai devint un centre important. Les affaires mixtes sino-étrangères étaient jugées par le Tcheu-hien ou sous-préfet et l'assistant étranger. C'était un va-et-vient interminable entre la sous-préfecture de la cité chinoise et les consulats des settlements ou concessions. Pour éviter les difficultés pratiques, un tribunal mixte (mixed tribunal) fut créé le 2 mai 1864 dans les locaux du consulat anglais. Une autre Cour mixte fut installée l'année suivante au Consulat français. Elles se composaient de magistrats chinois et d'officiers des consulats. Avant leur établissement, les délinquants chinois et ceux des pays sans traités qui avaient commis quelque infraction aux « Regulations of the Settlement » étaient amenés devant les consuls anglais et américain pour être examinés « for examination » et quand la culpabilité était établie, étaient extradés aux magistrats de la cité chinoise pour

les juger et condamner. Le Tribunal n'était en somme qu'un tribunal de simple police.

Les difficultés pratiques résultant de cette coutume et le nombre grandissant des affaires mixtes ont amené le corps consulaire à entreprendre par l'intermédiaire du corps diplomatique de Pékin, des négociations avec le gouvernement chinois. Un règlement en 10 articles fut arrêté le 20 avril 1869, par le Tsongliyamen et le corps diplomatique à Pékin. Accepté par le Taotaï et les représentants des Etats-Unis d'Amérique, de Grande-Bretagne, de France, de Russie et d'Allemagne, ce règlement fut promulgué par le Consul d'Angleterre, le 23 avril. Il était fait pour un an, mais devait durer beaucoup plus longtemps.

Voici le texte de ce règlement :

Art. I. — Un fonctionnaire ayant le rang de Sous-Préfet sera désigné pour résider sur la concession étrangère. Il aura à l'intérieur des concessions, juridiction générale en matière civile, commerciale et criminelle.

Il décidera d'après la loi chinoise de tous les litiges civils et commerciaux entre Chinois résidant sur les concessions, ainsi qu'entre Chinois et résidents étrangers, dans le cas où les Chinois sont défendeurs. Il aura le droit d'examiner judiciairement les Chinois, de les détenir en prison et de leur infliger les peines de la can-

gue et du bambou, ainsi que d'autres peines inférieures ».

Art. II. — « Si un étranger est mis en cause, un consul ou un délégué siégera aux débats avec le Sous-Préfet, mais lorsque des Chinois seulement seront intéressés, le Sous-Préfet jugera d'une manière indépendante. Les consuls ne pourront intervenir ».

Art. III. — « Si le défendeur est un indigène employé par un étranger, le Sous-Préfet en informera d'abord le Consul de cet étranger ; le Consul sera tenu de faire apparaître les parties devant la Cour, sans chercher à les soustraire ou à les cacher. Un consul ou son délégué pourront assister aux débats, mais ils ne pourront intervenir si aucun intérêt étranger n'est en cause... »

Art. IV. — « Dans le cas où des citoyens chinois étant accusés de crimes graves entraînant la mort ou les divers degrés de l'exil, il appartiendrait d'après la loi chinoise, à un fonctionnaire local agissant d'une manière autonome, de soumettre l'affaire au juge de la province pour révision, lequel juge aurait à son tour à soumettre l'affaire aux autorités supérieures chargées d'en référer à Sa Majesté ou au Ministre des châtimens, il appartiendra au Magistrat de District de Shanghai de faire le nécessaire.

Les enquêtes, quand elles seront requises, seront effectuées par le Magistrat du District de Shanghai, indépendamment du Sous-Préfet ».

Nota bona : Depuis 1913, pour les grands coupables (meurtre, brigandage), la Cour Mixte les remet au Taoying qui les transfère au Tribunal intérieur. Quelquefois les grands coupables sont remis au gouverneur militaire ou au Parquet de Shanghai.

Art. V. — « Un criminel chinois qui se réfugie sur les concessions peut être arrêté sommairement par le Sous-Préfet, sans qu'il en soit requis par le magistrat de District ou sans l'aide de la police municipale ».

Art. VI. — « Les litiges entre indigènes et étrangers seront réglés d'une manière équitable et impartiale, conformément aux traités. Les dispositions des traités devront être observées quand il s'agira d'un étranger ayant un Consul. Dans le cas où l'étranger n'a pas de Consul, le Sous-Préfet siégeant avec un assesseur consulaire étranger, jugera l'affaire en soumettant sa décision à l'examen du taotaï. Si l'une ou l'autre des deux parties n'est pas satisfaite de la décision du Sous-Préfet, une demande en révision pourra être adressée au Taotaï ou au Consul intéressé ».

Art. VII. — A l'égard des étrangers coupables d'un délit et qui sont représentés sur les lieux par un Consul, il sera statué par celui-ci conformément aux traités.

Les délinquants non représentés seront jugés et condamnés par le Sous-Préfet dont la décision sera soumise à l'agrément du taotaï, lequel en délibérera avec un Consul d'une Puissance à traité. Si les délinquants sont

chinois le Sous-Préfet infligera la peine légalement encourue... »

Art. VIII. — Le Sous-Préfet peut employer des interprètes ou autres subalternes, il emploiera un ou deux étrangers pour surveiller les sujets des Etats non représentés. Si les sujets des pays non représentés deviennent coupables de quelque infraction à la loi, le surveillant étranger aura la charge de les amener et de les détenir. Les frais à cet effet seront payés mensuellement par le taotaï.

Si les interprètes ou autres subalternes commettent des abus, ils seront punis sévèrement ».

Art. IX. — « Les affaires à juger et les recherches des coupables devront être mentionnées par le Sous-Préfet sur un registre ainsi que tous les jugements afin que l'autorité supérieure puisse s'en rendre compte. Si la justice est mal administrée, le taotaï pourra révoquer le Sous-Préfet et le remplacer par un autre ».

Art. X. — « Le demandeur étranger ou chinois dont les allégations sont reconnues fausses ou exagérées peut être frappé d'amende par le Sous-Préfet d'après les règles à établir d'un commun accord par le Sous-Préfet et les Consuls avec approbation du taotaï ».

Le règlement précité établit en quelque sorte un tribunal de conciliation où l'unique juge sera le magistrat

chinois et où la présence d'un assesseur étranger ne sera requise que pour les affaires intéressant des étrangers représentés.

Pour les contestations mixtes, la Cour mixte est compétente :

a) En matière civile : pour les affaires entre un Chinois défendeur et un étranger demandeur ; en matière criminelle, pour les affaires dans lesquelles l'accusé est un Chinois, la partie lésée un étranger représenté.

b) En matière civile et criminelle : pour toutes les affaires entre étrangers non représentés ou entre Chinois et étrangers non représentés.

Il est à remarquer qu'en matière pénale, les étrangers représentés demeurent justiciables de leurs tribunaux consulaires et c'est en matière civile où un étranger représenté serait demandeur et un Chinois défendeur que la Cour mixte devait se conformer aux dispositions des traités. Elle apparaît alors comme un organe de conciliation statuant en équité et à l'aide d'une procédure d'arbitrage instituée par l'action conjointe du consul et du magistrat chinois conformément au régime établi par le traité de Whāmpao de 1844, le seul qui est suivi.

Il est à remarquer également que la Cour mixte de Shanghai est essentiellement une juridiction chinoise. Ses jugements ne peuvent donc être considérés comme étant rendus par un tribunal étranger.

La Cour mixte, ainsi établie, fonctionnait à la conces-

sion internationale jusqu'en 1911. Les contestations sur ses pouvoirs et sur ses pratiques étaient nombreuses. En 1885, un conflit éclata entre le Sous-Préfet et un assesseur étranger et amena la fermeture de la Cour pendant quelque temps.

Plusieurs tentatives ont été faites pour réorganiser la Cour, mais aucune n'a abouti.

Un nouveau chapitre de son histoire commence en 1911. Au commencement de cette année, les autorités chinoises avaient pensé à remplacer la Cour mixte par une Cour supérieure, mais la proposition fut repoussée énergiquement par le corps consulaire. Vers la fin de la même année, la situation était complètement changée à cause de la Révolution. Deux des magistrats chinois se sont enfuis de Shanghai en emportant la caisse de la Cour. La ville de Shanghai se déclara indépendante et la Cour mixte était fermée pendant un certain temps. Le 10 novembre 1911, le Corps consulaire a pris en mains toute l'administration de la Cour. Il procéda à la nomination de trois magistrats chinois « to act under the guidance of and in concert with the assessors of the said Consuls as heretofore ». Le Conseil municipal, d'accord avec le Corps consulaire, pourvoyait aux frais de la Cour.

Les prisons furent à la charge de la police municipale. Le 3 janvier 1912, le Corps consulaire adopta un rè-

glement selon lequel les assesseurs étrangers siégeront dans les affaires civiles chinoises.

Le gouvernement chinois a réclamé à plusieurs reprises l'ancien statu quo des Cours Mixtes. Au mois d'août 1913, un projet d'accord fut établi entre le Ministre des Affaires Etrangères et le Ministre d'Angleterre.

L'article 1^{er} mentionnait que les magistrats chinois et l'assesseur étranger auraient juridiction conjointe et que les assesseurs étrangers n'assisteraient pas à l'audience dans les affaires civiles entre deux parties de nationalité chinoise.

L'article 2 attribuait à la Cour Mixte compétence générale en matière criminelle sur les concessions avec possibilité d'infliger sans appel jusqu'à dix mois d'emprisonnement. L'article 4 maintenait l'appel au Taoying et au consul pour les affaires civiles mixtes. Il mentionnait que l'appel devrait être précédé d'un jugement sur premier appel rendu par les magistrats chinois et assesseurs étrangers autres que ceux qui ont jugé l'affaire en première instance.

Ce projet n'a pas été mis en vigueur.

La Cour mixte a soulevé des difficultés en ce qui concerne la nomination par le corps consulaire des juges chinois et la présence des assesseurs étrangers dans les procès purement chinois.

En 1914 et en 1915, des négociations furent conduites à Pékin. Le représentant de la Grande-Bretagne deman-

dait au nom du Corps Diplomatique l'amélioration de la Cour Mixte en 5 articles dont voici l'essentiel :

I. — Les quatre juges adjoints de la Cour seront nommés par le Gouvernement chinois et approuvés par le Corps consulaire. La présence des assesseurs étrangers dans les affaires chinoises sera acceptée.

II. — La Cour sera compétente pour les affaires pénales excédant 5 ans d'emprisonnement. Elle pourra prononcer des sentences de mort ; le magistrat surveillera l'exécution de ces sentences.

III. — Les prisons dépendant de la Cour seront administrées par la police municipale qui exécutera également les mandats émanant de la Cour. Des avocats seront admis dans les affaires civiles chinoises.

IV. — L'appel des affaires civiles sino-étrangères devant le Kouan Ts'a she et le consul intéressé sera maintenu. S'il y a désaccord entre eux, la décision sera prise conformément au jugement rendu conjointement par la Cour qui avait jugé l'affaire. L'appel des affaires chinoises sera porté devant le Commissaire des Affaires Etrangères et le consul de la nationalité du juge de la première instance. S'il y a désaccord entre eux, on se conformera au jugement rendu conjointement par la Cour.

V. — Les finances et la surveillance de la Cour seront confiées au personnel étranger qui sera nommé par le

Gouvernement chinois sur la proposition du corps consulaire.

Le Corps diplomatique voulait que la Chine approuvât par un accord écrit les pratiques abusives au profit de la Cour mixte. Par contre, le gouvernement chinois demandait que la Cour appliquât les lois chinoises, que les assesseurs étrangers s'abstinssent d'assister aux débats et que l'appel des affaires sino-étrangères devant le Taoying fût maintenu. Mais le corps diplomatique subordonnait l'acceptation des demandes chinoises à une condition : l'agrandissement de la concession internationale de Shanghai, à laquelle la Chine n'a point souscrit.

En 1921, le Waikiaopou notifia au Corps diplomatique un véritable Code de procédure en 41 articles concernant les affaires civiles et criminelles de la concession. Après de longues négociations, la tentative du gouvernement chinois n'a pas abouti. Le Corps diplomatique posait trois conditions :

- 1° Garanties des finances de la Cour ;
- 2° Reconnaissance par les tribunaux chinois des jugements antérieurement rendus par la Cour ;
- 3° Assistance des autorités chinoises et agrandissement de la concession internationale.

En octobre 1922, le Gouvernement chinois demandait que « les affaires criminelles purement chinoises ainsi que les affaires civiles fussent jugées par le magistrat

chinois sans la présence d'assesseur étranger et que les affaires criminelles fussent jugées en appel ».

En juin 1925, après l'incident grave du 30 mai et sous la pression de l'opinion publique, le gouvernement chinois réclamait la restitution de la Cour mixte. Ces négociations ont encore échoué parce qu'il était impossible d'arriver à une entente avec le Corps consulaire qui voulait maintenir sa participation dans le jugement des affaires criminelles purement chinoises affectant la sécurité et l'ordre de la concession.

Au mois de mai 1926, de nouvelles négociations furent conduites à Shanghai par un comité composé du corps consulaire, du docteur V. K. Ting, Directeur du Port commercial de Shanghai-Woosung et de M. Hsu Yuan, Commissaire aux Affaires Etrangères représentant le gouvernement provincial de Kiangsou. La proposition du corps consulaire d'avoir un délégué du Consul étranger au jugement des affaires criminelles chinoises affectant la sécurité et l'ordre de la concession était jugée acceptable par le gouvernement de Pékin. Après 8 conférences, il a été arrêté un « accord provisoire » concernant la restitution de la Cour mixte. Cet accord fut signé à Shanghai, le 13 juillet 1926 par les consuls généraux des Treaty Powers : Etats-Unis d'Amérique, Norvège, Belgique, Grande-Bretagne, Suède, Japon, Brésil, France, Italie, Portugal, Danemark, Suisse et Pays-Bas et par les consuls d'Espagne et du Mexique, approuvé

le 31 août 1926 par les représentants de ces puissances à Pékin. Il contient neuf articles.

La restitution de la Cour mixte aux Autorités chinoises (gouvernement provincial de Kiangsou) a eu lieu le 1^{er} janvier 1927.

Nous consacrerons dans la troisième partie, un chapitre à l'étude de la Cour provisoire de Shanghai qui remplaça l'ancienne Cour mixte internationale.

CHAPITRE VIII

FONCTIONNEMENT DES COURS MIXTES DE SHANGHAI

I. — *La Cour Mixte Internationale*

a) Composition: la Cour mixte internationale se compose du juge chinois, délégué du Taotaï, ayant le titre de Sous-Préfet (art. 1 du règlement de 1869) et des délégués des consuls (vice-consuls). Au début, il n'y avait qu'un seul juge chinois: plus tard, à cause de l'agrandissement de la concession et du grand nombre d'affaires, il a été joint au juge, d'abord un, puis quatre juges adjoints. Dans les affaires purement chinoises, le délégué chinois doit siéger seul d'après l'art. 2 du règlement de 1869, mais depuis 1911, un vice-consul siège comme assesseur suivant une pratique abusive. L'assesseur en pareil cas est un vice-consul anglais ou américain. Il en est de même dans les affaires entre étrangers non représentés ou entre ces derniers et les Chinois.

Dans les affaires entre Chinois défendeur et étranger représenté demandeur, un assesseur de la nationalité de ce dernier siège à côté du délégué chinois. Dans les affaires pénales sans distinction de crimes, délits ou contraventions, les assesseurs anglais, américains, japo-

nais ou italiens siègent à tour de rôle. La police est représentée par son « attorney » régulier. A côté des juges, fonctionnent un « Registrar's Office », un Security Office », un « Account Office », un « Office for Foreign Civil Cases », un « Office for Chinese Civil Cases » et un « General Office ». Un bureau fonctionne également sous les ordres des juges chinois.

b) Compétence: La Cour Mixte Internationale est compétente en matière civile, pour les affaires entre Chinois ou entre défendeurs chinois et demandeurs étrangers, résidant tous sur la concession. D'après un règlement concernant les attributions de chacune des Cours Mixtes du 29 Juin 1902 (1) si le demandeur

(1) Règlement déterminant la juridiction respective des Cours mixtes de la Concession Internationale et de la Concession française, adopté par le corps consulaire de Shanghai le 10 juin 1902 et approuvé par le Corps Diplomatique à Pékin :

I. — Dans toute action civile entre Chinois, le demandeur attaquera le défendeur et portera la cause devant la Cour Mixte du lieu de résidence dudit défendeur.

II. — Dans toute action criminelle ne concernant pas des étrangers et toute affaire de simple police contre des Chinois résidant sur les concessions, la Cour Mixte de la Concession où la contravention a été commise, est seule compétente.

III. — Les deux clauses ci-dessus comprennent les cas dans lesquels le défendeur ou l'accusé est au service d'un étranger, le visa du représentant consulaire de la nationalité concernée devant être obtenu comme par le passé.

IV. — Dans les actions civiles mixtes :

a) Si le demandeur est un étranger, non de nationalité française, et le défendeur chinois est un résident de la concession internationale, ce dernier doit être poursuivi devant la Cour Mixte de la Concession internationale ;

b) Si le demandeur est français et si le défendeur chinois habite

étranger n'est pas français et si le défendeur chinois habite sur la concession française, ce dernier sera poursuivi devant la Cour Mixte Internationale sans comparution préalable devant la Cour Mixte Internationale.

En matière pénale, la Cour Mixte Internationale est compétente pour les délits commis dans les limites de la concession à l'encontre des « Municipal Regulations », quelle que soit la nationalité de l'accusé. Toutefois, le règlement de 1902 prévoit que dans les actions

la concession française, ce dernier doit être poursuivi devant la Cour Mixte de la concession française ;

c) Si le demandeur est un étranger, non de nationalité française, et si le défendeur chinois habite la concession française, ce dernier sera poursuivi devant la Cour mixte de la concession internationale dont le mandat de comparution ou d'arrêt dûment visé par le Consul général de France sera exécuté ou délivré par les satellites de la Cour Mixte internationale assistés de la police de la concession française, sans comparution préalable devant la Cour Mixte de la concession française.

d) Si le demandeur est français, et si le défendeur chinois habite la concession internationale, ce dernier sera poursuivi devant la Cour Mixte de la concession française dont le mandat de comparution ou d'arrêt visé par le doyen du corps consulaire, sera exécuté ou délivré par des satellites de la Cour Mixte française, assistés de la police de la concession internationale, sans comparution préalable devant la Cour Mixte de la concession internationale.

V. — Dans les actions criminelles dans lesquelles le plaignant est étranger, non de nationalité française, la Cour Mixte de la concession internationale est compétente. Si le plaignant est français, la Cour Mixte de la concession française est compétente.

Les dispositions des paragraphes c et d de l'art. IV concernant l'exécution des mandats, s'appliquent également aux cas visés dans le présent article V.

Signé : J. GOODNOW,

Doyen du Corps Consulaire.

criminelles où un étranger non de nationalité française est plaignant, la Cour Mixte Internationale est compétente; si le plaignant est français, la Cour Mixte française est compétente.

La Cour Mixte Internationale est compétente pour les crimes commis sur la concession par les Chinois ou étrangers non représentés. Cette compétence s'étend à bord des navires étrangers. Les marins étrangers coupables d'une infraction commise à bord sont amenés par la police fluviale devant un consul de leur nation qui, généralement, les renvoie devant la Cour.

c) Lois applicables: La Convention de Tchefou prévoit que dans les affaires mixtes entre Chinois et étrangers, la loi applicable est celle du défendeur. Donc, la Cour Mixte applique la loi chinoise. En matière pénale, elle applique le Code pénal provisoire mis en vigueur en 1912-1914 en remplacement des lois pénales contenues dans les réglementations municipales et de police sont également applicables. A défaut de dispositions spéciales du Code pénal provisoire sur certains points, la Cour statue conformément au droit commun ou en équité. En matière civile, les lois civiles du Ta-tsing-leu-lé restent applicables. En matière commerciale, on applique les lois commerciales chinoises existantes; à leur défaut, la Cour recourt aux coutumes surtout pour les questions maritimes.

Etant donné l'état incomplet de la législation civile et commerciale chinoise, les Cours Mixtes ont souvent

à invoquer les règles établies par la pratique, d'après les coutumes locales ou internationales et le Common law anglo-saxon.

d) Procédure: En matière pénale, les délinquants sont amenés par la police représentée à la Cour par son attorney régulier. C'est la police qui commence l'appel des causes sans distinction de crimes, délits ou contraventions, qui sont entendues immédiatement. S'il s'agit d'un crime important, l'audition des témoins demande en général une audience spéciale. Les avocats sont constitués pour les parties. Les mandats, les perquisitions ou enquêtes sont exécutés par la police municipale, ainsi que l'exécution des jugements.

En matière civile, si le demandeur est un étranger, il s'adresse d'abord à son consul, lequel transmet la demande à la Cour. La Cour répond au Consul en indiquant le jour où l'assistance de ce dernier sera requise. L'instance civile est soumise à certains frais. Les droits d'enregistrement remontent de 2,50 dollars à 100 dollars au maximum. Les frais de justice remontent à une somme équivalente. La partie perdante sera condamnée aux dépens.

Les jugements sont rendus au nom de la Cour Mixte Internationale. Tout condamné ou la partie non satisfaite peut déposer au greffe une demande en révision ou en réduction de la condamnation. Cette demande doit être motivée et formulée dans un délai de 14 jours en matière pénale et de 7 jours en matière civile. La Cour

a d'ailleurs le droit d'ordonner une révision spontanément. La révision sera faite par le Taotaï et le Consul. Si le demandeur ou plaignant étranger n'est pas satisfait du résultat de la révision devant le Taotaï et son Consul, il existe pour lui un recours devant le représentant de son pays à Pékin. Et c'est par voie diplomatique que les affaires importantes trouvent leur solution définitive. Cette démarche plutôt politique que juridique a été suivie depuis les premiers traités. Ainsi le règlement des comptes entre les commerçants étrangers et les négociants autorisés de Canton « Cohong » a été solutionné de cette façon.

II. — *La Cour Mixte Française*

La Cour Mixte Française a été établie dans la concession française en 1869 dans les locaux du Poste de Police française, puis elle fut transférée au Consulat de France; enfin en juillet 1913, elle fut définitivement installée à Lokiawan.

Elle suit en principe le règlement de 1869, après une entente verbale intervenue entre le Consul de France et le Taotaï le 5 avril 1869.

La procédure de la Cour est issue du Règlement relatif à la Cour Mixte du 9 mai 1921, modifié par un Règlement promulgué par le Consul général français le 18 Juin 1924.

a) Composition : La Cour Mixte française se compose toujours du juge chinois et de l'assesseur français,

vice-consul de France. Même composition dans les affaires purement chinoises jusqu'en 1927. Pratiquement, deux assesseurs français siègent à tour de rôle, l'un pour les affaires pénales (matin) à raison de trois fois par semaine, l'autre (après-midi), deux fois par semaine, pour les affaires civiles.

b) Compétence : La Cour Mixte est compétente pour les délits et contraventions commis à l'encontre des règlements municipaux et de police, quelle que soit la nationalité de l'accusé; pour les crimes commis sur la concession par les Chinois ou étrangers non représentés.

Pour les actions criminelles, le règlement de 1902 décide que si le plaignant est Français, la Cour Mixte française est compétente. En matière civile, la Cour Mixte française est compétente si le demandeur est Français et si le défendeur chinois habite la concession française, ou la concession internationale; il en est de même si les deux parties sont chinoises et habitent la concession française.

c) Révision des jugements rendus : La révision, soit sur la demande de la partie dans le délai requis (14 jours en matière pénale, 7 jours en matière civile), soit ordonnés spontanément par la Cour elle-même, est portée non pas devant le Taotai, mais devant une Cour de révision composée d'un juge chinois et d'un assesseur français, autres que ceux qui ont connu de l'affaire en première instance (règlement du 8 mai 1921). La Cour

a le droit de débouter toute demande en révision pour insuffisance de motifs énoncés.

Les mandats et jugements des deux Cours mixtes ne sont exécutoires sur les concessions qu'après certaines formalités. Pour que ceux de la Cour Mixte Internationale soient exécutoires sur la concession française, le visa du Consul de France est obligatoire; ceux de la Cour Mixte française ne sont exécutoires sur la concession internationale qu'après être revêtus du visa du doyen du corps consulaire. Enfin, l'exécution des jugements des Cours Mixtes en dehors des concessions doit faire l'objet des démarches officieuses auprès des autorités locales.

Une Cour d'Appel a été établie par une ordonnance consulaire du 2 avril 1924.

Par un ordre de service relatif aux règles spéciales des affaires civiles chinoises du 30 décembre 1926, le Consul général français divisait les affaires civiles en 3 groupes : 1°) celles entre Chinois ; 2°) celles entre sujets des pays sans jouissance de l'exterritorialité ; 3°) celles entre Chinois et sujets des pays sans jouissance de l'exterritorialité. Pour toutes ces affaires, le magistrat chinois siège seul. Les requêtes sont faites en langue chinoise seulement. Les avocats sont admis devant la Cour le 5 janvier 1927, après la restitution de la Cour Mixte Internationale aux autorités chinoises intervenue le 1^{er} Janvier, avait lieu à la Cour Mixte fran-

çaise le transfert au juge chinois des affaires civiles chinoises.

CHAPITRE IX

CRITIQUE DES JURIDICTIONS MIXTES

L'institution des Cours Mixtes est sujette à de nombreuses critiques. Voici quelques inconvénients inhérents à ce système.

Les règles de compétence manquent de bases solides. Des textes divers ont créé des régimes différents. En effet, les traités parlent, tantôt de juger selon l'équité, tantôt d'après les lois de la nation du défendeur. A quoi doivent s'en tenir les juges lorsque les justiciables sont de nationalité différente ? De là viennent aussi des dissentiments entre assesseurs et magistrats chinois qui souvent, ne s'entendent pas sur les textes à invoquer, les lois à appliquer et les condamnations à prononcer. L'interprétation arbitraire par les assesseurs étrangers des stipulations concernant ce régime, le recours à des coutumes suivies par les Cours Mixtes au mépris des droits de la Chine, l'inexistence de la procédure d'appel contre les jugements rendus en première instance qui sont seulement soumis à une révision faite souvent par les mêmes juges qui ont décidé de l'affaire, on fait des

Cours mixtes des tribunaux omnipotents qui disposent arbitrairement de la liberté et des biens des justiciables.

Les assesseurs étrangers sont des fonctionnaires administratifs. La plupart d'entre eux n'ont pas fait d'études juridiques. Leur incompétence à exercer les droits juridictionnels se traduit à chaque instant par des décisions contradictoires ou contraires à l'esprit des lois invoquées. De plus, étant titulaires de postes administratifs, chargés de défendre les intérêts de leurs nationaux respectifs, leur indépendance qui constitue une des grandes garanties des justiciables nous semble douteuse. Il est donc permis de croire que chaque assesseur cherchera à protéger les ressortissants de son pays au détriment de la partie adverse.

Les juges chinois sont depuis 1911 nommés et appointés par le Corps consulaire. Il s'ensuit qu'ils dépendent de ce dernier et n'osent juger d'une façon impartiale et indépendante. D'ailleurs, le corps consulaire trouve son avantage dans la nomination des juges incompetents et de caractère plutôt faible, afin de mieux les intéresser.

Pendant les débats, juges, avocats et parties se servent de diverses langues, chinoise, anglaise, française ou autres. Aussi faut-il recourir aux interprètes pour traduire le plaidoyer d'un avocat ou la déposition d'un accusé. Qui peut garantir que la sincérité d'un aveu ou la vérité d'un fait ne soient sujettes à des erreurs involontaires ou volontaires. Les interprètes sont en effet plus ou moins intéressés dans les affaires. Ils ont sou-

vent l'avantage de ne pas traduire la vérité. Même si ces derniers s'acquittent consciencieusement de leur tâche, il y a cependant des phrases qu'on ne peut traduire sans en perdre l'éloquence ou le vrai sens. De ce que les affaires sont obligées de passer par ces intermédiaires, les parties elles-mêmes sont inclinées à intéresser ces derniers plus ou moins honnêtement.

Les mandats et jugements des Cours Mixtes doivent nécessairement être soumis à des formalités. Ainsi le visa du doyen du Consul est nécessaire pour que les mandats et jugements de la Cour Mixte française soient exécutoires sur la concession internationale. Réciproquement, ceux de la Cour Mixte Internationale doivent être revêtus du visa du Consul de France pour être exécutoires sur la concession française. C'est une perte de temps et une source de froissements entre les consuls qui nuiraient aux intérêts des justiciables.

Les Cours Mixtes sont d'après les traités des juridictions chinoises. Les assesseurs ne sont pas compétents pour juger les affaires purement chinoises. Or depuis 1911, l'empiètement porté par les consuls sur les droits juridictionnels de la Chine suscite des mécontentements et des protestations de la part des Chinois.

Pour toutes ces raisons, le peuple chinois réclame sans cesse la remise complète des Cours Mixtes aux autorités chinoises. Cette revendication se trouve formulée dans les demandes des manifestants de Shanghai en mai-juin 1925, et dans la déclaration de la Chambre de Commerce

de Shanghai à la suite des manifestations estudiantines et ouvrières.

L'exécution des mandats et jugements des Tribunaux locaux sur les concessions sont soumises aux formalités comme ceux des Cours Mixtes. Cette procédure facilite la fuite des coupables et amène des conflits entre diverses autorités. C'est pourquoi la délégation chinoise auprès de la Conférence de la Paix de Versailles a demandé aux Puissances de donner leur consentement « à ce que les mandats et jugements dûment rendus par les Cours chinoises soient exécutoires dans les concessions et dans l'enceinte de tout bâtiment appartenant à un étranger, sans examen préalable par une autorité consulaire ou judiciaire étrangère (1).

(1) Exposé des questions à résoudre, Paris, 1919.

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE X

VERS L'ABOLITION DE L'EXTRITERRITORIALITÉ

I. — La question de l'abolition de l'extriterritorialité en Chine passionne à un très haut degré l'opinion publique et est devenue une des principales revendications du peuple chinois.

Nous étudierons les engagements pris en ce sens par certaines puissances à traité et les situations déjà acquises par la Chine.

En 1902, la Grande-Bretagne, par son traité de commerce du 5 Septembre, fit à la Chine la promesse suivante insérée dans l'article 12: « La Chine ayant manifesté le vif désir de réformer son système judiciaire et de le mettre en harmonie avec celui des pays occidentaux, la Grande-Bretagne convient de lui prêter toute assistance dans cette réforme ; elle se déclare en outre prête à renoncer à ses droits d'extriterritorialité lorsqu'elle sera assurée que l'état des lois chinoises, les mesures prises pour les appliquer et d'autres considérations le lui permettent ».

L'article 15 du Traité de commerce sino-américain du 8 octobre 1903, l'article 11 du traité de commerce sino-japonais de la même année et l'article 10 du traité sino-suédois du 8 juillet 1908, complété le 24 mai 1909, reproduisaient les mêmes stipulations.

Le traité d'amitié sino-suisse du 13 Juin 1918 prévoyait l'abandon par la Suisse de son privilège, lorsque les réformes judiciaires de la Chine seraient jugées satisfaisantes.

L'engagement pris par les puissances est conditionnel. L'abandon de l'extraterritorialité ne dépend que de l'appréciation qu'elles auront à donner sur les réformes judiciaires de la Chine. Aucun délai n'a été prévu. Ce fut la cause de difficultés sans nombre qui se sont produites de part et d'autre.

La Chine avait invoqué les textes précités pour demander aux puissances de tenir leur promesse. A la Conférence de la Paix de 1919, une demande similaire émanant de la délégation chinoise fut déboutée sans examen. Mais à la Conférence de Washington, la Chine renouvela sa demande. Une résolution fut adoptée à cet effet à la Commission du Pacifique par les Etats-Unis d'Amérique, la Belgique, l'Empire britannique, la France, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas et le Portugal, laquelle institua une commission comprenant un représentant de chaque puissance « pour ouvrir une enquête sur les pratiques actuelles de juridiction extraterritoriale en Chine, sur la législation, l'organisation judiciaire et les

méthodes d'administration en Chine, en vue de signaler aux gouvernements des diverses Puissances précitées leurs constatations de fait en ces matières et de leur recommander les moyens que la Commission pourrait juger convenable pour améliorer les conditions actuelles de l'administration de la justice en Chine, pour aider et encourager les efforts faits par le gouvernement chinois en vue d'introduire des mesures législatives et des réformes judiciaires qui justifieraient l'abandon, soit progressif, soit sous toute autre forme, par les diverses Puissances, de leurs droits respectifs d'exterritorialité... ».

Après avoir été plusieurs fois ajournée la Commission d'Enquête s'est définitivement installée à Pékin en août 1925 où sa première réunion eut lieu le 12 janvier 1926. Son rapport fut signé le 16 septembre. Il est divisé en 4 parties :

- I. — Etat actuel de l'Exterritorialité.
- II. — Lois et systèmes judiciaires de la Chine.
- III. — Administration de la justice en Chine.
- IV. — Recommandations.

La quatrième partie de ce rapport trace en quelque sorte la voie à suivre par la Chine pour obtenir des puissances à traité l'abandon de leurs droits d'exterritorialité, bien que chaque puissance soit libre d'accepter tout ou partie des conclusions de la commission aux termes de la résolution adoptée à Washington.

Nous croyons devoir citer toute cette partie d'après le texte français officiel, pages 166 à 169 :

Les délégués ayant achevé leur examen et consigné aux parties I, II et III de ce rapport leurs constatations de fait, vont maintenant formuler leurs recommandations.

Les délégués sont d'avis que lorsqu'il aura été raisonnablement satisfait à ces recommandations, les diverses puissances pourraient abandonner leurs droits respectifs d'exterritorialité.

Il s'entend que lors de l'abandon de l'exterritorialité, les nationaux des puissances intéressées jouiront de la liberté de résidence et négoce, ainsi que des droits civils, dans toutes les parties de la Chine, conformément à l'usage général dans les relations entre nations et sur une juste et équitable base.

Recommandations :

I. — L'administration de la justice vis-à-vis de la population civile en Chine, doit être dévolue à la magistrature, laquelle aura à être efficacement protégée contre toute ingérence injustifiée du pouvoir exécutif ou autre organe, soit civil, soit militaire, du gouvernement.

II. — Le gouvernement chinois aurait à adopter le programme ci-dessous pour l'amélioration du système légal, judiciaire et pénitentiaire existant :

1) Il aurait à considérer les parties II et III de ce rapport afférentes aux lois et au système de magistra-

ture, de police, et de prisons, en vue d'apporter les modifications et de prendre les mesures qui peuvent être nécessaires pour tenir compte des observations faites.

2) Il aurait à achever et mettre en vigueur les lois suivantes :

1. Code Civil;

2. Code de Commerce (y compris la loi sur les effets de commerce, celle sur le droit maritime et celle sur les assurances) ;

3. Code pénal révisé;

4. Loi sur la banque;

5. Loi des faillites;

6. Loi des patentes;

7. Loi sur l'expropriation foncière;

8. Loi relative aux notaires publics.

3) Il aurait à fixer et maintenir une méthode uniforme pour rendre, promulguer et abroger les lois, en sorte qu'il ne puisse y avoir d'incertitude à l'égard des lois de Chine.

4) Il aurait à étendre le système des tribunaux modernes, comme des prisons et maisons d'arrêt modernes, en vue de l'élimination des tribunaux des sous-préfets, comme des prisons et maisons d'arrêt d'ancien type.

5) Il aurait à pourvoir aux mesures financières adéquates pour l'entretien des cours et tribunaux, ainsi que des prisons et maisons d'arrêt et de leur personnel.

III. Il est suggéré qu'avant qu'il n'ait été raisonnablement satisfait à toutes les recommandations formulées ci-dessus, mais après qu'il aura été tenu compte effectif des principales, les puissances intéressées pourraient, si tel est le désir du gouvernement chinois, envisager l'abolition de l'exterritorialité selon tel programme graduel (géographique, partiel ou autre) à convenir.

IV. — En attendant l'abolition de l'exterritorialité, les gouvernements des puissances intéressées auraient à considérer la partie I de ce rapport en vue de tenir compte des observations faites et d'apporter, avec le concours du gouvernement chinois en tant que nécessaires, certaines modifications dans les systèmes exterritoriaux actuels et leur pratique ainsi qu'il suit :

1°) Application des lois chinoises. — Les puissances intéressées auraient à faire appliquer, autant qu'il serait praticable, dans leurs cours exterritoriales ou consulaires, les lois et règlements de Chine qu'elles peuvent juger à propos d'adopter.

2°) Causes mixtes et Cours mixtes. — En règle générale, les causes mixtes, entre nationaux des puissances intéressées comme demandeurs et justiciables de la juridiction chinoise comme défendeurs, seraient à porter devant les tribunaux chinois modernes (Chen p'ant'ing), sans la présence d'un assesseur étranger pour suivre le procès ou y figurer à un autre titre. En ce qui

concerne les cours mixtes spéciales existantes, leur organisation et leur procédure seraient autant que pussent le permettre les conditions spéciales dans les établissements (Settlements) et les concessions, à mettre davantage en harmonie avec l'organisation et la procédure du système chinois moderne. Les avocats nationaux des puissances à exterritorialité et qualifiés pour exercer devant les cours exterritoriales et consulaires, seraient à admettre, selon les lois et règlements régissant les avocats chinois, comme représentants de clients étrangers ou chinois, dans toutes les causes mixtes. Aucun examen ne serait à requérir pour pouvoir occuper dans ces causes.

3°) Nationaux de puissances à exterritorialité.

a) Les puissances à exterritorialité auraient à redresser certains abus, qu'engendre l'extension de la protection étrangère à des Chinois, ainsi qu'à des intérêts de commerce et de navigation dont les titulaires réels sont, en totalité ou principalement chinois.

b) Les puissances à exterritorialité qui, présentement, ne requièrent pas l'immatriculation périodique obligatoire de leurs nationaux en Chine auraient à instituer cette immatriculation à intervalles déterminés.

4°) Coopération judiciaire. Les arrangements nécessaires seraient à prendre touchant la coopération judiciaire (y compris les commissions rogatoires) entre les autorités chinoises et celles des puissances à exterrito-

rialité, et entre ces dernières elles-mêmes. Par exemple :

a) Tout compromis pour l'arbitrage en matière civile entre étrangers et personnes ressortissant à la juridiction chinoise seraient à reconnaître de la part des cours exterritoriales ou consulaires quant à leurs justiciables et de la part des cours chinoises quant aux leurs, sauf, si dans l'opinion de la cour compétente, la décision était contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs.

b) Des arrangements satisfaisants seraient à prendre entre le gouvernement chinois et les puissances intéressées pour la prompte exécution des jugements, citations et mandats de perquisition ou d'arrêt visant des justiciables de la juridiction chinoise et dûment émanés des tribunaux chinois, avec certification par les autorités chinoises compétentes et vice-versa.

5°) Taxes : En attendant l'abolition de l'exterritorialité, les nationaux des puissances intéressées auraient à être requis de payer les taxes pouvant être établies dans les lois et règlements, selon due promulgation par les autorités compétentes du Gouvernement chinois, et reconnues par les puissances intéressées comme applicables à leurs nationaux.

*
* *

II. — Durant la guerre, de 1917-1919, la Chine s'est affranchie de l'exterritorialité vis-à-vis de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie et de la Russie.

La Chine a rompu ses relations diplomatiques avec

l'Allemagne le 14 mars 1917. Après le renvoi des consuls allemands et la prise des concessions allemandes de Tientsin et de Hankéou, toutes les matières civiles et criminelles concernant les sujets allemands ont été transférées à la juridiction des consuls hollandais, à l'exception toutefois des cas criminels qui, étant prévus dans le Code pénal chinois, restent jugés par les tribunaux chinois. Un télégramme du gouvernement chinois envoyé le 21 mars 1917 au Commissaire des Affaires Etrangères à Shanghai a annulé le droit pour l'Allemagne de participer à la Cour Mixte internationale de Shanghai dans les affaires concernant un sujet allemand; un délégué du Commissaire des Affaires Etrangères devait dans ce cas siéger à la place de l'assesseur allemand. Toutefois, les sujets allemands étaient libres de s'adresser à des avocats de leur nationalité pour leur défense.

Le 14 août 1917, la Chine déclarait la guerre à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie. La proclamation présidentielle déclarait que « tous les traités, accords et conventions conclus jusqu'ici entre la Chine et l'Allemagne et entre la Chine et l'Autriche-Hongrie, ainsi que toutes les parties des protocoles et accords internationaux qui concernent seulement les relations entre la Chine et l'Allemagne et entre la Chine et l'Autriche-Hongrie, sont abrogés par la présente conformément au droit des gens et aux usages internationaux ». A la suite de cette déclaration, une série de réglemens fu-

rent promulgués. Des lois pénales concernant les prisonniers de guerre furent édictées : l'article 1 prévoyait la peine d'emprisonnement de 2 mois à 5 ans contre tout prisonnier ayant commis un acte de résistance ou de violence ; l'article 2 punissait de la peine de mort et d'emprisonnement de 10 à 15 ans les prisonniers de guerre ayant conspiré en groupe pour commettre un acte de résistance ou de violence ; les articles 3, 4, 5 et 6 prévoyaient la peine d'emprisonnement de 2 mois à 15 ans contre les évasions ou tentatives d'évasions ; l'article 7 attribuait le jugement des prisonniers de guerre au tribunal militaire dûment organisé (1).

Désormais, les sujets allemands relèvent des tribunaux chinois modernes. Ils seront détenus dans des prisons modernes. Cependant, les sujets allemands et austro-hongrois résidant sur les concessions étrangères continuent à être jugés par les Cours Mixtes.

Le préambule du traité sino-allemand du 20 mai 1921 contenait la déclaration expresse que l'Allemagne « consent à l'abrogation de la juridiction exterritoriale » (1).

L'art. III, § 2, portait que les citoyens des deux Républiques « seront placés quant à leurs personnes et à leurs biens, sous la juridiction des tribunaux locaux ; ils se conformeront aux lois du pays où ils résident ».

(1) V. Dr Nagao Ariga : *La Chine et la guerre européenne au point de vue du droit international*.

(1) V. J. Escarra : *Le problème de l'exterritorialité en Chine*, Paris, 1923.

Selon une lettre échangée le même jour entre le Ministre des Affaires Etrangères et le représentant de l'Allemagne, M. H. von Borch, des garanties judiciaires ont été données aux sujets allemands: « Les procès des Allemands en Chine seront jugés par des tribunaux modernes, conformément à des codes modernes, avec le droit d'appel et d'après la procédure légale régulière. Pendant les débats, l'assistance d'avocats allemands et l'interprètes dûment autorisés par les tribunaux sera admise ».

Autre stipulation spéciale (§ 3) concernant les Allemands résidant les concessions étrangères: « Pour ce qui regarde les instances devant la Cour Mixte, dans lesquelles une partie ou les deux parties sont sujets allemands, le gouvernement chinois s'efforcera pour l'avenir de trouver une solution de nature à assurer justice et traitement équitable à toutes les parties intéressées ». La solution prévue n'ayant pas été trouvée les procès des Allemands résidant sur les concessions continueront à être jugés par les Cours Mixtes malgré les protestations du représentant allemand tendant à soutenir l'incompétence de ces Cours.

L'Autriche a renoncé à ses droits d'exterritorialité dans le traité de St-Germain du 10 septembre 1919 (art. 113) signé entre elle et la Chine.

En ce qui concerne les Russes, leur privilège d'exterritorialité a été retiré par un mandat présidentiel du 23 septembre 1920, à la suite de l'avènement du Gou-

vernement des Soviets et de la déclaration que Karakhan, Commissaire aux Affaires Etrangères, avait faite le 28 mai 1920 promettant la renonciation aux traités et aux avantages obtenus en Chine par la diplomatie tsariste. En même temps, le diplomate russe, le prince Koudachef notifia au Waikiaopou qu'il considérait sa mission comme terminée (1).

Le tribunal russe de Harbin ainsi que des bureaux de justice de paix et d'enquête préliminaire établis dans la zone du chemin de fer de l'Est-Chinois furent fermés par les autorités chinoises. Un régime spécial a été créé par mandats présidentiels concernant la juridiction sur les Russes. La Chine a organisé un tribunal supérieur, un tribunal local à Harbin et plusieurs sections dépendantes du tribunal local, le long du chemin de fer de l'Est-chinois. Ces tribunaux sont composés de magistrats chinois et au besoins de conseillers étrangers nommés par le Ministre de la Justice. Ils comprennent des Chambres civiles et criminelles. Le tribunal local comprend en outre une « Chambre des affaires sommaires », jugeant à jugé unique en première instance. Auprès de ces juridictions, est installé un Parquet composé de 1 à 3 magistrats. Enfin, les avocats étrangers y sont autorisés dans les procès intéressant les étrangers. Les appels formés contre les jugements rendus par la Chambre des Affaires sommaires

(1) V. André Duboscq : La Chine en face des Puissances.

et contre les jugements rendus en première instance par le tribunal local ou par ses sections, sont portés devant le tribunal supérieur à Harbin siégeant à 3 juges. La Cour Suprême connaît comme instance de recours des recours en révision formés contre les jugements rendus en appel par le tribunal supérieur. L'application partielle de la législation russe dans les procès des Russes a été prévue.

Quant aux Russes résidant sur les concessions étrangères de Shanghai, ils sont justiciables de la Cour Mixte. Un accord fut intervenu à cet effet entre le Ministre des Affaires Etrangères et le Corps diplomatique à Pékin lors de l'abrogation par la Chine des juridictions consulaires russes. L'usage s'est établi à la Cour Mixte de désigner un assesseur russe dans les affaires ayant un Russe comme défendeur. La législation appliquée par la Cour Mixte dans les affaires intéressant les Russes est la législation du défendeur comme si c'était sous l'ancien régime. Les marins russes coupables de délit sur le Whang-poo ou dans la rivière Soochow sont arrêtés par la police fluviale, traduits devant la Cour Mixte et envoyés dans la prison de la cité chinoise.

L'abrogation des privilèges russes a été définitivement ratifiée par le traité sino-russe du 31 mai 1924, par lequel la Russie renonçait explicitement aux anciens droits et privilèges du gouvernement tzariste (art. III).

Des notes échangées entre la Chine et la Bolivie

après la signature du traité de commerce du 3 décembre 1919, déclarent que l'application de la clause de la nation la plus favorisée (art. II) n'implique pas les droits d'exterritorialité en Chine.

Dans le traité du 1^{er} Juin 1920 entre la Chine et la Perse, nous lisons à l'article IV: « Dans toutes les affaires civiles et criminelles où les sujets persans sont parties, ils devront se soumettre à la loi et à la juridiction chinoise ».

Le traité d'amitié sino-chilien du 18 février 1915 n'a pas établi en faveur des Chiliens les droits d'exterritorialité.

Le Mexique, dans un échange de notes avec le Wai-kiaopou le 26 septembre 1921 promettait d'insérer dans l'amendement au traité du 14 décembre 1899, une clause relative à l'abandon par lui de la juridiction consulaire.

Quant à la Belgique, son traité avec la Chine du 2 novembre 1865, ratifié le 27 octobre 1866, est venu à l'expiration le 27 octobre 1926. Dès le 16 avril de cette année, le gouvernement chinois adressa à la Belgique une note dénonçant le traité susmentionné. Après une vive opposition de la part de la Belgique, un accord est survenu entre les deux pays, le 1^{er} avril 1927 qui comprend trois articles:

1) Due protection sera accordée aux personnes des sujets belges, y compris les missionnaires belges et à

leurs propriétés et navires, conformément aux règles de droit international;

2) Le tarif douanier conventionnel actuellement en vigueur, qui est applicable aux nationaux d'autres contrées, sera appliqué aux marchandises importées de Belgique en Chine ou par des sujets belges, ou exportées de Chine pour la Belgique;

3) Les procès civils et criminels dans lesquels les sujets belges sont intéressés, seront jugés par les tribunaux modernes seulement avec droit d'appel, les sujets belges recevront le droit d'engager des avocats et des interprètes de nationalité belge ou autre, qui devront être dûment agréés par le tribunal.

Ce régime instituant ce qu'on appelle un « traitement favorable » déjà appliqué aux ressortissants des pays qui ont perdu leurs droits d'exterritorialité, doit être un système transitoire. Le 22 novembre 1928 fut signé le traité sino-belge qui supprima l'exterritorialité (art. 2).

La Pologne (19 mai 1928), la Grèce (26 mai 1928) ne jouissent pas de droits d'exterritorialité en Chine.

D'autre part, la Chine nationaliste a maintes fois manifesté son intention d'abolir les « traités inégaux » que le Docteur Sun Yah Sen recommandait, avant de mourir, au gouvernement révolutionnaire.

Dans une déclaration du Waikiaopou, du 6 novembre 1926, on lisait: « Les « traités inégaux » qui furent arrachés à la Chine depuis près d'un siècle, ont établi en-

tre Chinois et étrangers des différences qui sont à présent une source ininterrompue de mécontentement et de friction avec les puissances étrangères. Pareil état de chose n'est pas ce qu'il devrait être, étant donné que le commerce entre les nations, comme entre les individus, trouve sa raison d'être normale dans l'échange d'avantages réciproques destinés, par leur durée, à aboutir à une constante amitié. A une époque qui a assisté à la réalisation de la Ligue des Nations et à la naissance de « l'esprit de Locarno », il ne semble pas qu'il existe aucune raison valable pour la justification de relations internationales qui ne seraient pas fondées sur l'égalité et la réciprocité ».

Agissant conformément à cet esprit, le Gouvernement chinois va dénoncer ses traités avec les puissances à mesure qu'ils arrivent à l'expiration.

Le 20 octobre 1926, le gouvernement chinois proposa au gouvernement japonais la révision des traités du 21 Juillet 1896 et du 9 octobre 1903. Les négociations plusieurs fois interrompues se poursuivent encore maintenant sans arriver à un accord.

Le 10 mai 1927, la Chine proposa à l'Espagne un nouveau traité sur la base de l'égalité et de la réciprocité.

Un règlement provisoire fut mis en vigueur le 2 décembre.

1) Les représentants diplomatiques et consulaires d'Espagne en Chine recevront le traitement accordé à

es personnes par les règles générales du droit international.

2) Les personnes et les biens des sujets espagnols en Chine recevront protection conformément à la loi chinoise.

3) Les sujets espagnols résidant en Chine seront soumis à la loi chinoise et justiciables de la juridiction des tribunaux chinois.

4) Les procès civils et criminels en Chine impliquant des sujets espagnols seront jugés conformément à la procédure relative aux nationaux des pays sans traités.

5) Les importations d'Espagne ou faites par des sujets espagnols en Chine et les exportations de Chine destinées à l'Espagne seront soumises au tarif douanier tel qu'il est appliqué aux pays sans traités et à leurs nationaux.

6) Les sujets espagnols en Chine payeront les taxes et impôts qui sont payés par les citoyens chinois.

7) Toutes matières non spécifiquement prévues par les dispositions précédentes seront examinées et réglées conformément aux règles générales du droit international et à la loi chinoise.

Ce *modus vivendi* est applicable aussi aux sujets des pays dont les traités avec la Chine sont arrivés à expiration en attendant la conclusion de nouveaux traités.

D'ailleurs, la Chine poursuit sa politique de dénonciation des traités et de leur révision sur la base de

l'égalité et de réciprocité à l'égard d'un grand nombre de puissances.

En ce qui concerne l'exterritorialité, la Chine s'en est aussi débarrassée vis-à-vis du Portugal (traité du 19 décembre 1928, art. 2), du Danemark (traité du 12 décembre 1928, art. 2), de l'Espagne (traité du 27 décembre 1928, art. 2) et de l'Italie (traité du 27 novembre 1928, art. 2).

On peut prévoir la disparition complète de l'exterritorialité sur le territoire chinois dans un temps très prochain.

CHAPITRE XI

SYSTÈME JUDICIAIRE AVANT LA RÉPUBLIQUE

C'était sous la monarchie absolue. L'empereur détenait tous les pouvoirs : exécutif, législatif et judiciaire. Les édits impériaux constituaient l'unique source de la législation. Le ministre des Châtiments était chargé de les réviser et de les insérer dans un recueil de lois : le Ta-Tsing-leu-lé divisé en 7 chapitres : I. Lois générales ; II. Lois civiles ; III. Lois fiscales ; IV. Lois rituelles ; V. Lois militaires ; VI. Lois pénales ; VII. Lois relatives aux travaux publics.

Le principe de la séparation des pouvoirs était ignoré des anciens, la justice était confiée aux fonctionnaires administratifs. L'organisation judiciaire comportait divers degrés, selon la hiérarchie administrative.

a) Le Sous-Préfet : Il était chef administratif d'une sous-préfecture et juge de première instance. Sa compétence était générale, sauf le droit d'évocation réservé à son supérieur. Toutefois, en matière pénale, les jugements prononçant la peine de mort étaient soumis à une première révision devant le juge provincial. Celui-ci, après la révision, transmettait les dossiers à Pékin

où chaque année en automne, des fonctionnaires procédaient à une nouvelle révision de ces jugements. Ceux-ci ne devenaient exécutoires qu'après avoir reçu l'approbation de l'empereur.

Le Sous-Préfet était assisté, dans ses fonctions, de deux juristes nommés par lui : le Hing-Ming pour les affaires pénales, le Tsien-Ko pour les affaires civiles. La procédure était très simple. Les parties introduisaient elles-mêmes l'affaire au moyen d'un placet rédigé très souvent par un juriste privé. Les citations et les mandats étaient exécutés par les satellites. Le Sous-Préfet procédait ensuite dans la « Grande Salle » à l'audition des parties et des témoins puis rendait son jugement. Il appliquait les lois contenues dans le Ta-Tsing-leu-lé ou décidait selon l'équité. Il pouvait infliger des peines corporelles aux parties et même aux témoins. En matière pénale, la partie lésée ou ses parents introduisaient l'affaire en déposant une plainte. Le Sous-Préfet pouvait poursuivre d'office. Il pouvait recourir aux châtiments corporels pour arracher les aveux. Des peines pouvaient être également prononcées contre les membres de famille du criminel.

L'administration pénitentiaire était lamentable. Les détenus sont jetés dans une prison malsaine, ou sont attachés aux fers.

b) Le juge provincial : il était nommé par l'empereur et pouvait destituer les Sous-Préfets de son ressort. Comme juge, il connaissait des appels formés contre les

jugements rendus par les Sous-Préfets. Il était chargé de réviser les jugements prononçant la mort et de les transmettre à Pékin. En matière pénale, il pouvait pour-suivre d'office.

c) La Chambre Suprême à Pékin : Elle dépendait du Ministère des Châtiments ; avec ce dernier et la Cour des Censeurs, elle procédait chaque année en automne à la révision des condamnations à mort de l'année courante et les soumettait à l'approbation de l'empereur. Comme juridiction d'appel, elle connaissait des appels formés contre les jugements rendus par les juges provinciaux.

d) L'empereur : il avait les pouvoirs les plus étendus ; il pouvait ordonner toutes les peines contre ses sujets, disgracier les juges ou les condamner, commuer les peines prononcées ou grâcier les coupables. Enfin, il avait le droit d'évocation devant toutes les juridictions.

Comme on le voit, l'administration de la justice avant la République était défectueuse. Elle se caractérisait par la confusion des pouvoirs, l'inexistence de la procédure en matière civile comme en matière criminelle, l'incompétence et le manque d'indépendance des juges, le recours aux châtimets corporels dans le but d'incrimination ou pour arracher des aveux.

La confusion des pouvoirs donnait aux juges qui étaient en même temps fonctionnaires administratifs titulaires des postes plus ou moins élevés qu'ils avaient obtenus grâce souvent à la vénalité des charges, les pos-

sibilités de se corrompre ou d'exploiter ses administrés riches, parties dans le procès.

L'inexistence de la procédure donnait aux juges la possibilité de rendre la justice arbitrairement et aux satellites peu scrupuleux d'opérer des arrestations arbitraires ou de se livrer à mille vexations.

L'incompétence et le manque d'indépendance des juges étaient les conséquences de la vénalité des charges et du système de nomination aux postes selon les résultats des examens littéraires, car le programme littéraire ne comportait pas de sciences juridiques. Comme les juges étaient compris dans la hiérarchie administrative et dépendaient étroitement de leurs supérieurs, ils n'étaient pas libres de leurs décisions qui pourraient nuire à leur avancement ou causer leur destitution.

Les châtimens corporels pouvaient être très cruels s'ils étaient appliqués par des juges sévères dans le but d'incrimination.

Pour toutes ces raisons, les nations occidentales qui avaient des relations commerciales avec la Chine avaient cherché des moyens pour soustraire leurs ressortissants à la justice territoriale. Ce fut la cause de l'introduction sur notre territoire du Régime des Capitulations déjà établi dans les Echelles du Levant.

CHAPITRE XII

RÉFORMES INTRODUITES SOUS LA RÉPUBLIQUE

Le régime de l'exterritorialité imposé à la Chine par des traités spéciaux constitue une atteinte directe aux droits souverains de la Chine et une dérogation aux principes universellement reconnus du droit des gens moderne.

La conception de la souveraineté nationale ayant fait des progrès dans notre pays, le peuple chinois commençait à manifester son mécontentement à l'égard de la dynastie des Tsing et l'obligea enfin à entreprendre des réformes à l'exemple du Japon, car le régime de l'exterritorialité imposé à la Chine par des traités spéciaux, considéré comme une servitude offensante, devenait de plus en plus insupportable aux Chinois et l'opinion publique était alors favorable au parti progressiste qui avait pour chefs Kang-Yu-wei et Liang-Tchi-ts'ao.

Déjà vers les dernières années du règne Koang-Hzi, le gouvernement chinois avait envoyé en Europe une mission d'étude. Celle-ci, à son retour, fit part à l'empereur de ses investigations et de ses recommandations. Alors commencèrent dans diverses branches de l'activité nationale de profondes réformes. Dans le domaine ju-

diciaire, les préoccupations du gouvernement étaient bien intentionnées. En 1904, un Code de commerce fut projeté; en 1906, un Bureau de Codification fut établi à Pékin qui publia la traduction des principales lois étrangères, prépara un Code criminel, un Code civil, un Code de Procédure Criminelle, un Code de Procédure Civile et des lois importantes. Citons celles de la Banqueroute, des Mines, de la Presse, de la Transportation, de la Nationalité, etc...

L'année 1907 marqua de nouveaux progrès: un règlement provisoire des Cours supérieures et inférieures fut promulgué le 6 décembre en attendant la mise en vigueur des Codes de procédure civile et criminelle.

Le 7 février 1910, une loi sur l'organisation judiciaire fut promulguée qui instituait quatre classes de tribunaux modernes: Cours locales, Cours de districts, Cours supérieures et une Cour de Cassation à Pékin. Cette organisation était calquée sur celle des Nations Européennes.

La Révolution qui suivit aussitôt après n'a pas arrêté la marche ascendante vers le progrès. Le gouvernement républicain qui succéda à l'ancienne autocratie impériale introduisait dans les institutions nationales des principes libéraux.

Au Bureau de Codification de Pékin qui entreprenait en collaboration avec le Ministère de la Justice, l'enquête sur les mœurs et coutumes locales en vue de préparer des lois plus applicables, furent attachés depuis

1914 des Conseillers juridiques français et japonais. Les Codes applicables aux Cours de Justice actuelles ont été l'œuvre de ce bureau. Des projets de lois sur diverses matières sont achevés en attendant leur promulgation définitive.

Garanties constitutionnelles

Les Constitutions successives de la République chinoise consacraient la séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Elles octroyaient toutes les libertés individuelles : liberté de la presse, liberté de croyance, liberté d'association, inviolabilité du domicile.

« La personne du citoyen, sauf dans le cas prévu par la loi, ne peut être appréhendée, incarcérée, jugée ou punie » (Constitution du 15 mars 1912, art. 6 ; Constitution du 1^{er} mai 1914, art. 5 ; Constitution du 10 octobre 1923, art. 6).

L'article 6 de la constitution de 1923 stipulait encore que :

« Tout citoyen qui a été arrêté, peut, en vertu de la loi, demander par une requête de protection » (writ of habeas corpus) aux cours de justice, à être eité devant un tribunal qui instruira et examinera sa cause ».

« Le domicile des citoyens ne pourra être l'objet d'aucune intrusion, ni perquisition, si ce n'est conformément à la loi » (Constitution de 1912, art. 6, 2^e alinéa ;

Constitution de 1914, art. 5; Constitution de 1923, art. 7).

Les Constitutions établissaient l'inamovibilité et l'indépendance des magistrats, juges ou procureurs.

« Les magistrats jugent en toute indépendance sans subir d'intervention d'autorité supérieure ».

« Les magistrats en fonctions ne peuvent être diminués de traitement ni changés de fonctions. A moins d'avoir subi, conformément à la loi, une condamnation pénale ou d'avoir été frappés d'une mesure disciplinaire comportant la cessation de leurs fonctions, ils ne peuvent être privés de celles-ci. Les règles concernant les mesures disciplinaires comportant la cessation de leurs fonctions, sont fixées par la loi » (1) (Constitution de 1912, art. 51-52. Constitution de 1914, art. 48; Constitution de 1923, art. 102).

La publicité de l'audience était assurée aux justiciables.

L'article 50 de la Constitution de 1912 est conçu en ces termes: « Les jugements des Cours de justice doivent avoir lieu publiquement. Mais, dans les cas reconnus comme présentant des inconvénients pour la paix et le bon ordre, ils peuvent avoir lieu à huis clos » (Constitution de 1914, art. 47; Constitution de 1923, art. 100).

(1) Loi du 15 octobre 1915 ; loi du 18 décembre 1915 ; arrêté ministériel du 15 mai 1918 ; loi du 27 mai 1920.

Ce sont là des garanties constitutionnelles qu'une loi ordinaire ne pourra ni supprimer ni modifier.

A l'heure actuelle, les constitutions ont cessé d'être en vigueur, mais la Chine, sous le régime de Kuomintang, voit fleurir toutes les institutions libérales. Le programme de politique intérieure exposé par feu Docteur Sun-Yat-Sen comporte toutes les libertés et toutes les garanties des constitutions des nations civilisées.

D'autres garanties ont été apportées à l'administration de la justice par des lois ordinaires.

Les articles 344-346 du Code pénal punissent les juges, procureurs ou autres autorités publiques qui se sont rendus coupables d'arrestation ou de détention illégales, de la peine de réclusion de 3 à 10 ans.

L'article 20 du Règlement provisoire des Tribunaux supérieurs et inférieurs exige que toute personne loyalement arrêtée soit interrogée dans les quarante-huit heures au plus tard.

Les châtimens corporels institués par l'ancien régime, pour arracher des aveux, ont été supprimés, déjà depuis 1906. L'article 144 du Code pénal punit de la peine de réclusion de 3 à 10 ans les juges, procureurs ou autres autorités publiques coupables de violences ou de cruautés envers les accusés ou autres personnes.

Les constitutions républicaines ayant consacré l'indépendance du pouvoir judiciaire, désormais, ce sont de véritables juges et non des fonctionnaires qui rendront la justice. Les juges présentent, en outre, des garan-

ties de capacité et d'honorabilité assurées par un système de recrutement perfectionné. Ce fut l'œuvre d'une série de lois; la loi sur l'organisation judiciaire institua le recrutement par le concours; une loi du 15 octobre 1915 établit un Conseil de discipline des juges et des procureurs; un règlement du 30 septembre 1916 renforça le système de recrutement en requérant des conditions plus sévères. Une série de règlements ministériels (17 Sept. 1912; 27 décemb. 1913; 25 oct. 1916; 18 Oct. 27 Nov. 1917; 24 déc. 1920; 23 fév. 1922; 13 août 1923), réglementèrent l'exercice de la profession d'avocat en vue de l'assurer de garanties sérieuses et de compétence. Enfin les frais de justice ont fait l'objet de plusieurs décrets présidentiels (20 Juin 1920; 12 février 1921, modifié par le décret du 29 juin 1922).

Organisation judiciaire

L'organisation judiciaire est modernisée. La loi sur l'organisation judiciaire du 17 février 1910 a été modifiée par celle de 1915, en établissant trois juridictions au lieu de quatre d'avant la République; les tribunaux du district pour juger les affaires de première instance, les tribunaux supérieurs correspondant aux Cours d'Appel et la Cour Suprême siégeant à Pékin.

Dans les tribunaux de district, il est créé une « Chambre des affaires sommaires » pour connaître des affaires civiles ou criminelles qui étaient de la compétence des tribunaux de première instance avant 1915.

En matière civile comme en matière criminelle, il existe trois voies de recours : le pourvoi, l'appel et le recours en révision.

Les affaires de première instance sont jugées par un juge unique, mais en appel, les tribunaux siègent toujours à plusieurs juges de 3 à 5.

Auprès de chacune des trois juridictions, il est installé un Parquet correspondant chargé des fonctions d'instruction en matière pénale (Règlement ministériel du 17 décembre 1925 concernant le parquet auprès des tribunaux de District; décrets présidentiels du 8 août 1919 et du 5 avril 1920 concernant le parquet auprès des tribunaux supérieurs.

D'après un programme fixé par le Ministère de la Justice il doit se créer un tribunal de District dans tous les chefs-lieux des anciennes préfectures au nombre de 190. Pour des raisons budgétaires, ce chiffre n'a pas été atteint; mais dans les ports ouverts et dans les villes principales, là où résident surtout les étrangers, ces tribunaux ont été créés.

Les tribunaux supérieurs sont établis aux chefs-lieux des provinces à raison d'un par chacune. Presque toutes les provinces en possèdent à l'heure actuelle.

La Cour Suprême fonctionnait à Pékin. D'après l'art. 38 de la loi sur l'organisation judiciaire, la Cour pouvait décider si l'importance des affaires le rendait nécessaire de déléguer des juges pour procéder aux débats et au jugement au siège du tribunal supérieur ou du

tribunal de District de la localité où l'affaire a pris naissance. En vertu de l'art. 40 de la même loi, une section de la Cour Suprême pouvait être établie au tribunal supérieur d'une province. La Cour était composée de chambres civiles et de chambres criminelles, selon le nombre des affaires à traiter. Elle comprenait trois chambres civiles et deux criminelles. En vertu de l'art. 36 de la loi organique, la Cour Suprême connaissait :

A. — Comme instance de recours :

— 1^o) des recours en révision formés contre les jugements rendus en appel par les tribunaux supérieurs.

2^o) des pourvois présentés conformément aux lois en vue de faire réformer les décrets ou ordonnances des tribunaux supérieurs.

B. — Comme seule instance :

des affaires de sa juridiction particulière prévues par l'article 6 du Code de Procédure Criminelle : crimes contre la sûreté intérieure et crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat.

La Cour Suprême était compétente pour donner l'interprétation des lois en vue d'assurer leur uniformité (art. 35). Ce droit d'interprétation des lois pouvait être exercé, non seulement dans un procès, mais aussi en dehors d'un procès.

La Cour Suprême était encore compétente pour siéger en Haute Cour de justice, pour juger le Président

de la République quand celui-ci est accusé par le Parlement (art. 41 de la Constitution de 1912).

Il existait un Parquet auprès de la Cour Suprême.

Dans les localités où il n'existe pas encore de tribunal de District, la compétence du Sous-Préfet est maintenue (décret présidentiel du 4 mai 1914); mais le système actuel est plus perfectionné que l'ancien.

Un fonctionnaire portant le titre de juge, nommé à la suite d'un concours et installé au siège de la sous-préfecture siège à la place du Sous-Préfet qui remplit les fonctions du Procureur. Tous les jugements prononcés par le juge en matière pénale, doivent être soumis d'office à une révision devant un tribunal moderne. Si le sous-préfet manque à cette exigence légale, il pourra être condamné à une amende n'excédant pas 60 dollars, ou 30 jours de détention sans recours possible. Devant cette juridiction, tant en matière civile qu'en matière pénale, les avocats ne sont pas admis.

Cette institution a été souvent critiquée et constitue un des principaux griefs de la part des étrangers à l'égard de la justice chinoise.

Administration pénitentiaire

En vue d'améliorer le régime pénitentiaire, déjà vers les dernières années de la dynastie des Tsing, la Chine entreprenait la création des prisons modernes. En 1912, il y avait plus de 1.700 prisons établies, aux chefs-lieux des provinces et des préfectures. Depuis 1912, les loca-

lités importantes devant recevoir des prisonniers au-dessus de 300 à 1000, devaient créer une prison moderne. Actuellement on compte 74 prisons modernes et plus de 1.622 prisons anciennes. Un bon nombre d'entre elles ont été améliorées.

Les cours de justice ont chacune dans leurs locaux un dépôt. La police judiciaire a également les maisons d'arrêt. Des règlements relatifs à l'administration pénitentiaire ont été publiés : règlements du 23 Janvier et du 8 février 1913 ; du 11 août 1914, etc...

L'administration des prisons est confiée au Ministère de la justice qui en exerce le contrôle par le gouvernement civil de la province ou le procureur général du parquet auprès du tribunal supérieur. Le directeur de la prison ou du dépôt doit présenter périodiquement des rapports au procureur général. Dans les trois provinces orientales, il y a un surveillant des prisons qui se charge d'inspecter l'administration pénitentiaire.

Les anciennes prisons sont surveillées par les sous-préfets qui envoient des rapports aux magistrats du tribunal supérieur de la province. Une série d'arrêtés ministériels réglementent les conditions hygiéniques, d'inspection médicale, du travail, d'instruction et de sanction applicable aux prisonniers.

Le recrutement du personnel de l'administration pénitentiaire se fait par la voie du concours (règlements de 1912 et de 1919 sur le recrutement, sur les concours,

sur l'instruction, sur les traitements et sur les sanctions disciplinaires du personnel pénitentiaire).

Ainsi, d'importantes améliorations ont été introduites dans l'administration de la justice. Le programme n'est pas complètement réalisé à cause des difficultés financières et politiques; mais le jour approche où notre pays sera doté d'un système judiciaire très perfectionné.

Législation

Au point de vue de la législation, la Chine n'est pas encore prête. Actuellement, les Codes en vigueur sont au nombre de trois: un code pénal provisoire et deux codes de procédure civile et criminelle; il existe en outre un grand nombre de projets intéressant la législation civile et commerciale dont on attend la promulgation.

La législation commerciale est plus souple et plus adaptée au goût du peuple. Un règlement du 28 janvier 1913 créa des cours arbitrales auprès des Chambres de commerce. Le régime des sociétés commerciales a été amélioré en 1914 et récemment par le gouvernement national de Nankin.

Une loi dite loi provisoire sur la réglementation du travail dans les usines fut promulguée le 29 mars 1923, interdisant l'emploi des garçons au-dessous de 10 ans et des filles au-dessous de 12 ans dans les usines.

Réformes sous le régime du Kuomintang

Le gouvernement national poursuit incessamment les réformes judiciaires, mais de façon à les mieux adapter aux coutumes et mœurs du pays, et à les conformer aux doctrines du parti Kuomintang.

Au Ministère de la Justice, à côté de la commission de Codification, il a été créé le 19 mars 1928 un Conseil de la Justice composé du Ministre et du Vice-Ministre de la Justice, du président de la Cour Suprême et de 6 Conseillers nommés par le Ministre. Il se réunit une fois par mois et s'occupe de toutes les questions concernant l'amélioration de la justice, la nomination des juges, etc...

Le gouvernement national a créé le 25 décembre 1927 la Cour Suprême et promulgué le même jour la loi organique de cette Cour.

Les affaires sont examinées devant des corps composés de cinq juges chacun.

Le Président de la Cour a la mission d'unifier l'interprétation de la loi, mais il n'a pas le pouvoir de diriger les juges dans l'examen des affaires, ni dans leur décision.

La Cour est composée d'un Président, de 6 juges en chef des six divisions, de 24 juges et d'un certain nombre de clercs.

Les procureurs indépendants des tribunaux sont supprimés pour cette raison qu'ils avaient le pouvoir exor-

bitant de conduire l'instruction préliminaire des affaires criminelles, de décider ou de refuser les appels, de surveiller l'exécution des jugements et d'exercer un contrôle direct sur la police judiciaire. Dans le nouveau système, ils font partie des « Cours » et agissent comme le « State attorney » dans le système américain.

Le 9 août 1928, fut promulgué un règlement relatif au recrutement des juges. Ce règlement a institué deux examens préparatoires et un examen de 2^e degré. Les candidats reçus au premier examen préparatoire sont nommés juges suppléants ou juges aux postes vacants.

Les sanctions disciplinaires applicables aux juges ont fait l'objet d'un règlement promulgué le 12 mai 1928. Sauf décision prise par la « Commission des Sanctions disciplinaires applicables aux juges », ceux-ci ne peuvent être déplacés ni révoqués.

Un règlement datant du 12 mai 1928 réglemente la profession d'avocat et pose les conditions requises pour l'accès de cette profession.

En ce qui concerne la législation, le gouvernement national a déclaré le 11 août 1927: « avant la promulgation des lois et ordonnances par le gouvernement national, les lois et codes existants qui n'entrent pas en conflit avec les principes du parti Kuomintang, ni avec les lois et règlements du Gouvernement National, sont maintenus en vigueur ». En même temps, le Yuen de la Justice et le Yuen de la Législation s'occupent activement de préparer les nouveaux Codes.

A présent, la Chine n'a pas de constitution écrite; mais le programme du parti Kuomintang renferme toutes les dispositions essentielles des constitutions des Etats libres.

Le nouveau Code pénal a été promulgué le 10 mars 1928 et est entré en vigueur le 1^{er} septembre 1928. L'ancien Code provisoire a été supprimé.

Le nouveau Code civil est en préparation, mais les chapitres relatifs à « La Famille » et à la « Succession » sont déjà achevés.

Le nouveau Code de procédure criminelle a été promulgué le 28 juillet 1928 et mis en vigueur le 1^{er} septembre.

En ce qui concerne la législation ouvrière, le gouvernement national a publié une loi relative à l'arrangement des conflits entre ouvriers et patrons.

La Commission politique a adopté le 6 septembre 1928 la loi sur l'organisation des associations ouvrières.

D'autres lois telles que la loi sur la propriété littéraire et artistique, la loi sur la propriété foncière, ont été promulguées, la première le 14 mai 1928, la dernière le 11 juillet 1928.

Dans le domaine de la justice, le gouvernement national a créé en plus des tribunaux existants 2 Cours supérieures; 3 Cours supérieures sectionnaires; 3 Chambres de district auprès des Cours supérieures; 26 Cours de District; 87 Cours sectionnaires de District; 110

Cours de justice de Sous-Préfecture. Il a été créé dans quatre provinces Kiang-sou, Tché-Kiang, Houpe et Shen-Si 4 prisons modernes et on a agrandi la première prison de Hantcheou.

Un travail énorme de reconstruction dans tous les domaines absorbe le gouvernement national ; mais la Chine nouvelle se met âprement à l'œuvre pour rivaliser avec les Etats occidentaux. Dans la période transitoire, les progrès se réalisent lentement pourvu qu'ils soient progressifs. Ceux qui sont marqués dans le domaine judiciaire sont déjà remarquables.

CHAPITRE XIII

LA COUR PROVISOIRE DE SHANGHAI

(*Shanghai Provisional Court*)

Quatre mois après la signature par le Corps consulaire de Shanghai et les délégués chinois de l'accord définitif à la restitution de la Cour Mixte Internationale au Gouvernement du Kiang-Sou, le 1^{er} Janvier 1927, avait lieu à la Cour le cérémonial de la remise.

Les attributions de la nouvelle Cour sont déterminées dans les 9 articles de l'accord (1) et par des notes échan-

(1) Texte de l'accord d'après la traduction de M. J. Escarra : Droits et Intérêts étrangers en Chine, Paris, 1928, p. 45-48.

(1) Le gouvernement provincial de Kiang-sou, à la place de la Cour Mixte de la concession internationale de Shanghai, établira la Cour provisoire de Shanghai (Shanghai Provisional Court). A l'exception des affaires qui, en conformité des traités, impliquent le droit de juridiction consulaire, toutes les affaires civiles et criminelles dans la concession seront réglées par la Cour provisoire ;

2) Toutes les lois, y compris les lois de procédure et ordonnances présentement applicables dans les autres tribunaux chinois, aussi bien que celles qui pourront être directement préparées et promulguées dans l'avenir, seront applicables dans la Cour provisoire, compte dûment tenu des termes de la présente convention et des règles établies de procédure de la Cour Mixte telles qu'acceptées ci-après ;

3) Dans les affaires criminelles qui affectent directement la paix et l'ordre de la concession internationale, y compris les conventions aux Land Regulations et aux Bye Laws (règlements municipaux) de la concession internationale, et dans toutes les affaires criminelles dans lesquelles le prévenu est au service d'un étranger

gées entre le doyen du Corps Consulaire (Consul général de Norvège) et les délégués du gouvernement provincial de Kiang-Sou, MM. V. K. Ting et Hsu, après une entente intervenue au sein de la « Joint Legal Commission ». Ces notes constituent un pont entre les deux régimes.

La juridiction de la Cour provisoire est à peu près la même qu'avait l'ancienne Cour. Elle est compétente pour toutes les affaires civiles et criminelles de la concession excepté celles qui sont attribuées par les traités à la juridiction consulaire. Dans les cas qui affectent la sécurité de la concession ainsi que ceux qui in-

ayant des droits d'extraterritorialité, le consul doyen peut nommer un délégué qui siège avec le juge pour observer (to watch) les débats. Le concours du délégué ne sera pas nécessaire pour la validité de jugement bien qu'il ait le droit de consigner ses objections, il ne pourra toutefois poser des questions aux témoins ou prisonniers sans l'autorisation du juge ;

4) Les citations, convocations, ordres, etc... sont valables avec la signature du juge. Ces documents seront enregistrés par le greffier en chef avant l'exécution. Si leur exécution doit avoir lieu dans un local occupé par un étranger ayant des droits d'extraterritorialité, le consul ou tout autre fonctionnaire compétent de la puissance intéressée doit les contresigner sans délai ;

5) Dans les affaires civiles dans lesquelles le demandeur est un étranger ayant des droits d'extraterritorialité ou le Shanghai Municipal Council et dans les affaires criminelles dans lesquelles le plaignant est un étranger ayant des droits d'extraterritorialité, le consul de la nationalité intéressée ou le consul doyen peut envoyer un fonctionnaire siéger conjointement avec le juge conformément aux dispositions des traités ;

6) Une cour d'appel sera établie en correspondance avec la cour provisoire pour s'occuper des affaires criminelles qui affectent directement la paix et l'ordre de la concession et des affaires criminelles mixtes. Le président de la cour provisoire agira concurrem-

téressent un étranger représenté, le délégué du consul doyen (dans le premier cas) ou le délégué du consul de l'étranger (dans le deuxième cas) peuvent siéger avec le juge chinois. Tandis que dans le premier cas, le délégué du consul doyen ne peut qu'observer (to watch) les débats, sans participer d'une façon définitive au jugement, le délégué du conseil intéressé dans le deuxième cas, siège conjointement avec le juge avec participation réelle, aussi bien dans les débats que dans les jugements. D'autre part, aux termes de cet accord, seuls, les juges chinois connaissent des affaires pure-

ment comme président de la cour d'appel. L'appel ne sera pas autorisé dans les affaires dans lesquelles la pénalité est inférieure à l'emprisonnement maximum du cinquième degré, ni dans les affaires concernant les Land Regulations et les Bye-Laws de la concession internationale. Dans toutes les affaires dans lesquelles un délégué du consul doyen aura siégé en première instance un autre délégué siégera en appel, nommé de la même manière et ayant les mêmes droits que le délégué originaire. Dans les mêmes conditions, un fonctionnaire consulaire différent siégera dans l'appel des affaires criminelles mixtes ;

7) Le Président et les juges de la Cour provisoire ainsi que les juges de la Cour d'appel seront nommés par le gouvernement provincial du Kiang sou.

II. — Dans les affaires impliquant une peine d'emprisonnement de dix ans et au-dessus et dans les affaires impliquant la peine de mort, l'approbation du gouvernement provincial est nécessaire. S'il la refuse, il doit connaître ses motifs et donner à la Cour provisoire l'ordre de rouvrir les débats et de soumettre à nouveau le jugement au gouvernement provincial. L'exécution de la peine de mort est confiée aux autorités chinoises en dehors de la concession. Les enquêtes sur décès (inquests) et les autopsies sont faites conjointement par les juges de la Cour provisoire et les délégués désignés par le consul doyen.

III. — Les prisons annexées à la Cour provisoire sont, à l'except-

ment chinoises, de celles dans lesquelles les sujets des Etats sans jouissance de l'exterritorialité sont seules parties, et de celles concernant Chinois et sujets des Etats sans exterritorialité.

Les jugements rendus par la Cour provisoire ont la même validité que ceux qui émanent des cours régulières de Province.

Toutes les lois en vigueur sont applicables à la Cour provisoire; le nouveau Code criminel promulgué en 1928; le nouveau Code de Procédure criminelle promulgué en 1928; les anciens Code civil et Code de Procé-

tion de la maison de détention pour les affaires civiles et de la prison des femmes, qui font l'objet d'une réglementation séparée, sous la direction de la police municipale. Elles doivent être, autant que possible, administrées en conformité du règlement chinois sur les prisons et sont soumises à la surveillance de la cour. Un comité d'inspection est prévu, comprenant un délégué du consul doyen. Le comité visite les prisons en temps utile et transmet ses observations à la Cour, qui adresse à la police municipale les avis nécessaires pour qu'il soit donné suite aux dites observations.

IV. — Les citations, convocations, ordres, etc. de la Cour sont exécutés par la police judiciaire, qui sera fournie pour cet usage par la police municipale. Toute personne arrêtée par la police municipale sera, dans les vingt-quatre heures, jours fériés non compris, présentée à la Cour, faute de quoi elle sera mise en liberté.

V. — Dans toutes les affaires civiles dans lesquelles un fonctionnaire consulaire aura siégé conjointement avec le juge, l'appel sera fait au bureau du commissaire des Affaires étrangères agissant avec le consul intéressé conformément aux traités, mais ces affaires peuvent être renvoyées à la Cour provisoire pour nouveau jugement par un juge différent, le fonctionnaire consulaire originaire étant également changé. En cas de désaccord entre le Commissaire des Affaires Etrangères et le consul sur l'appel d'une affaire qui a fait l'objet du

ture civile; les règles relatives à l'application des lois étrangères promulguées en 1921; des lois commerciales et toutes les lois et règlements qui n'entrent pas en conflit avec les principes du Kuomintang.

Les différences que nous relevons en comparant la Cour provisoire avec l'ancienne Cour Mixte sont: la Cour mixte était sous le contrôle étranger tandis que la Cour actuelle est sous le contrôle chinois; dans l'ancienne cour, les assesseurs étrangers avaient une influence prépondérante dans le jugement des affaires; c'est maintenant du juge chinois que dépendent les solutions définitives; l'ancienne Cour appliquait des lois, tantôt chinoises, tantôt étrangères sans une législation ni une procédure bien définies; la Cour actuelle n'applique que les lois chinoises; avant, les juges chinois de la Cour Mixte étaient nommés et appointés par le Corps

nouveau jugement, la décision rendue en suite du nouveau jugement sera maintenue.

VI. — L'administration intérieure et les finances de la cour sont confiées à un greffier en chef, nommé par le gouvernement provincial sur la recommandation du consul doyen. Ce fonctionnaire peut être réprimandé par le président de la Cour qui peut, au besoin, le révoquer avec l'agrément du consul doyen.

VII. — Les six articles qui précèdent, formant l'accord provisoire pour la restitution de la Cour mixte au gouvernement provincial du Kiangsou, resteront en vigueur pendant trois ans à dater de la restitution de la cour mixte. Pendant cette période, le gouvernement central chinois pourra, à toute époque, négocier avec les ministres étrangers intéressés, à Pékin, en vue d'un accord définitif, lequel, s'il est accepté par le gouvernement central chinois et lesdits ministres étrangers, remplacera le présent accord provisoire. Si, à l'expiration du délai de trois ans, aucun accord définitif n'est intervenu à Pékin, le présent accord provisoire demeurera en vigueur

consulaire, tandis que les juges de la Cour provisoire sont nommés par le gouvernement provincial du Kiangsou devant lequel ils sont responsables de leur contrôle sur la police judiciaire détachée de la police de la concession internationale.

Un véritable Code de procédure concernant les affaires civiles et criminelles est à la disposition des justiciables. La procédure criminelle comprend 29 articles; la procédure civile, 104 articles. Les frais de justice ont fait l'objet d'une ordonnance publiée par le Président de la Cour le 1^{er} mars 1927. Les justiciables étrangers, quels qu'ils soient, doivent payer ces frais comme les Chinois, contrairement à l'ancienne règle selon laquelle la justice était gratuite aux étrangers.

Les jugements rendus par la Cour provisoire sont publiés dans les journaux de Shanghai et dans le journal du gouvernement central.

Les appels formulés contre les jugements rendus par

pour une nouvelle période de trois ans. Toutefois, à l'expiration de la première période de trois ans, le gouvernement provincial du Kiangsou pourra proposer toutes modifications au présent accord, sous condition d'un préavis de six mois avant l'expiration de ladite première période.

VIII. — Le présent accord ne liera en aucune façon le gouvernement central chinois dans toutes les discussions futures entre lui et les gouvernements étrangers en ce qui touche l'abolition de l'extraterritorialité.

IX. — La date à laquelle sera effectuée la restitution de la Cour mixte aux termes de l'accord provisoire ci-dessus sera fixée par un échange de notes entre le représentant du gouvernement provincial du Kiangsou et le consul doyen.

la Cour provisoire sont portés devant la Cour d'Appel organisée au Bureau du Commissaire des Affaires Etrangères de Shanghai; pour l'appel formulé contre les jugements rendus conjointement avec un fonctionnaire étranger dans les affaires mixtes entre Chinois ou sujets des Etats sans exterritorialité et étrangers, représentés, l'examen sera fait au Bureau du Commissaire des Affaires Etrangères siégeant avec le Consul intéressé.

Le régime actuel issu de l'accord de 1926 revient après 15 ans de froissements ininterrompus entre les autorités chinoises et le corps consulaire, au régime de 1869 à peu de chose près, c'est-à-dire au statu quo des traités, en supprimant les pratiques abusives qui y étaient jointes par la Cour mixte dominée par l'influence étrangère.

C'est aussi un régime transitoire en attendant l'abolition définitive de l'exterritorialité.

CONCLUSION

L'étude que nous avons faite, très incomplètement, du reste, des juridictions étrangères et chinoises nous montre, d'une part, que les vices inhérents au système de la juridiction consulaire sont irréductibles, et d'autre part, que les réformes judiciaires introduites par la Chine depuis la République ont supprimé toutes les imperfections de l'ancien système touchant à la confusion des pouvoirs, à l'incompétence des juges, à l'inexistence de la procédure et au recours aux châtiments corporels. Sans doute, l'état incomplet de la législation, le nombre restreint des tribunaux modernes, le manque de capacité des juges, l'administration normale de la justice constamment entravée par l'ingérence des chefs militaires, etc... laissent encore beaucoup à désirer, mais l'état général s'améliore de jour en jour, tandis que nous constatons que les inconvénients du régime de l'exterritorialité restent toujours les mêmes et qu'aucune amélioration n'a été introduite. La réunion dans les mêmes mains des fonctions consulaires et judiciaires viole le principe de la séparation des pouvoirs. Bien que certains Etats, tels les Etats-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne, aient institué des tribunaux réguliers pour remplacer la juridiction consulaire, les consuls restent encore compétents pour beaucoup d'affai-

res; la réforme réalisée n'est donc que partielle. De plus, tous les Etats ne pourront suivre l'exemple des Etats-Unis et de l'Angleterre, et créer des tribunaux réguliers en Chine pour juger leurs ressortissants respectifs. Ainsi, la juridiction consulaire ne pourra jamais être améliorée d'une façon radicale. Il est donc temps d'envisager sa suppression dans l'intérêt de la justice.

Qu'on nous permette de répéter une fois de plus que la souveraineté de la Chine ne saurait être méconnue plus longtemps, parce que la nation chinoise marche vers sa libération définitive et la pression de l'opinion publique s'exerce dans tous les domaines de l'activité nationale. « Il est impossible, dit Calvo, de considérer un Etat comme souverain et indépendant, s'il ne possède pas le pouvoir d'éditer au gré de ses convenances, de ses besoins et de ses intérêts, sa législation civile et criminelle. Les Etats auxquels manque ce pouvoir sont privés d'un des attributs essentiels de la souveraineté nationale; ils cessent d'être absolument libres et doivent au point de vue du droit des gens, être regardés comme placés dans une situation de dépendance relative... Tout Etat est justifié à exécuter (son droit de législation et de juridiction) sur toutes les personnes, sur toutes les choses qui se trouvent dans les limites de son territoire et sur tous les actes qui s'y accomplissent, non seulement les natifs du pays sont naturelle-

ment assujettis à cette juridiction, mais aussi les étrangers qui y résident » (1).

Les Puissances doivent dès maintenant considérer la Chine comme leur égale si elles désirent commercer avec elle dans des conditions normales, éviter le boycottage de leurs marchandises sur le territoire chinois et prévenir des agitations populaires qui mettraient en danger la vie et la propriété de leurs ressortissants. La Chine a d'ailleurs promis d'ouvrir tout le pays au commerce étranger après l'abolition de l'exterritorialité (2). Les étrangers profiteront grandement d'une telle mesure. Cependant, tant que durera l'exterritorialité, la Chine ne pourra accorder cette liberté aux étrangers, et ceci pour des raisons très sérieuses. D'après les traités, un étranger qui se rend coupable à l'intérieur du pays, d'une infraction à la loi, devra être remis au Consul le plus voisin pour être puni. S'il s'agit des cas très graves, tels que la conspiration et l'espionnage, l'étranger coupable sera remis à son Consul sans autre forme de procès. Or, ce que cet étranger a fait au détriment de la Chine, peut être considéré comme un acte méritoire par son propre gouvernement; dans ce cas, le coupable remis à son Consul, non seulement ne sera pas puni, mais encore récompensé. Maintenant que la Chine n'est pas entièrement ouverte aux étrangers, les con-

(1) Calvo : Droit International T. II, p. 1, § 513

(2) V. Exposé des questions à résoudre de la délégation chinoise à la Conférence de la Paix (1919).

séquences des abus pareils sont encore moins graves, si les étrangers peuvent circuler librement dans l'intérieur du pays, la tranquillité publique et la défense nationale en souffriront. L'étranger qui a commis un crime contre un Chinois sera livré à son Consul et les Autorités chinoises ne pourront réclamer sa punition, tandis qu'un Chinois qui se rend coupable de quelque crime contre un étranger sera sévèrement puni par cette raison que l'autorité compétente de la nationalité de l'étranger victime aura le droit d'envoyer un fonctionnaire pour assister aux enquêtes des autorités chinoises et que toute indulgence de ces dernières fera l'objet des protestations et des réclamations ou même des démarches diplomatiques de la part du Consul ou du ministre chargé de la défense de la partie lésée. Cette inégalité de traitement entre un indigène et un étranger blesse le sentiment de l'équité. Au mois de juin 1925, la police municipale de la concession internationale de Shanghai a fait feu sur des manifestants chinois et en a tué un grand nombre sans la moindre provocation de ces derniers. Les autorités chinoises et le peuple chinois ont réclamé la punition des policiers coupables de ce crime abominable. La justice étrangère ne voulait rien savoir, et, après plus d'un an, l'affaire fut close par l'acquiescement des coupables. Devant tant d'injustices impunies, l'opinion chinoise s'est émue et a réclamé l'abolition du régime de l'extraterritorialité, cause de ses malheurs. S'il est admis que l'extraterritorialité a été intro-

duite en Chine à cause de l'état défectueux de l'ancien système judiciaire chinois, n'est-il pas logique et légitime pour nous de réclamer son abolition après les injustices que nous avons signalées.

Le problème de l'extraterritorialité est une question plus politique que juridique. Nous ne contestons pas les arguments relatifs au désordre de notre pays, à l'état incomplet de notre législation, etc... invoqués par la colonie étrangère pour justifier le maintien de la juridiction consulaire, il nous est du moins permis d'invoquer le principe de l'égalité devant la justice, le sentiment de l'équité et l'intérêt même du commerce étranger, pour demander l'abolition de l'extraterritorialité. Le maintien de cette dernière perpétuerait chez nous la cause des injustices et des conflits sanglants.

Nous avons eu la peine de lire sous la plume de M. R. d'Auxion de Ruffé (1), un avocat français, ancien Conseiller de la Cour de Saïgon établi à Shanghai des polémiques injurieuses à l'adresse du gouvernement et du peuple chinois. Pour lui, les garanties accordées aux étrangers par l'extraterritorialité sont insuffisantes. Et pour rehausser et maintenir le prestige de la race blanche déjà diminué par suite de l'abolition partielle de privilèges extraterritoriaux concernant les Russes et les Austro-Allemands, il est arrivé à soutenir une thèse abominable, celle du contrôle international sur la Chine.

(1) Chine et Chinois d'aujourd'hui, 1926.

Nous nous étonnons qu'à la suite de la grande guerre européenne qui a ensanglanté le monde entier, un citoyen d'un pays libre ait pu préconiser la thèse allemande de la domination par la force.

Bien que nous ne puissions rien prévoir quant à la décision que les Puissances étrangères vont prendre au sujet de l'abolition de l'exterritorialité dans notre pays, après avoir examiné le rapport de la Commission de l'Exterritorialité nous espérons sincèrement qu'elles sauront écarter les doctrines dangereuses et attacher quelque importance aux aspirations légitimes du peuple chinois. Le problème de l'exterritorialité, avons-nous dit, est une question plus politique que juridique; il a une portée très grande. Toute action aveuglée par de mesquins intérêts affecterait la tranquillité de l'Extrême-Orient, contrairement à ce que tous, nous demandons, la paix, la véritable paix fondée sur la justice.

La nouvelle Chine instruite des principes de feu Docteur Sun-Yah-sen et du programme politique du parti Kuomintang au pouvoir, luttera, nous en sommes sûrs, jusqu'au bout pour recouvrer toutes ses libertés et ses droits perdus. Toutes les déclarations du gouvernement national et les proclamations des corps publics ou privés sont imprégnées de cet esprit nouveau: faire de la Chine un pays libre et indépendant, pacifié et pacifiste. Quand un peuple de 450.000.000 d'habitants aspire à la liberté, rien ne pourra lui refuser. En ce qui nous concerne, nous pouvons conclure que l'exterritorialité

dont jouissent encore chez nous les sujets des diverses Puissances, sera aboli radicalement dans un avenir peu lointain, quelle que soit l'intention des Puissances. Et nous sommes opposés à la tendance d'une partie de l'opinion, tant européenne que chinoise, de recourir, en vue d'abolir l'exterritorialité, à un régime transitoire, tel que l'a proposé M. J. Escarra (1). Malgré la solution savante que donne la proposition J. Escarra nous croyons qu'il sera désormais inutile de maintenir une ju-

(1) J. Escarra : Le Problème de l'exterritorialité en Chine, Paris 1923, p. 38 :

« Le maintien du statu quo de l'exterritorialité et l'abolition complète se présentent comme deux solutions extrêmes, également insoutenables. C'est donc dans une zone intermédiaire qu'il faut chercher le moyen d'arriver à une réforme, et celle-ci ne peut être qu'une solution transactionnelle, acceptable pour les Chinois et les étrangers... »

Il propose, par conséquent, la création dans les centres choisis des tribunaux mixtes à l'instar des juridictions mixtes égyptiennes :

« L'organisation nouvelle comporterait un tribunal de première instance et une juridiction d'appel, l'un et l'autre mixtes, du moins par leur composition. En droit, ce seraient des juridictions chinoises, dont les membres seraient nommés par le Gouvernement chinois (ou du moins, par l'autorité en fonction reconnue par les Puissances comme tenant lieu de gouvernement). La nomination serait faite sur une liste de magistrats chinois et étrangers, dressée à la suite d'échanges de vue entre les chancelleries des divers gouvernements. Sur cette liste, ne pourraient figurer que des juristes professionnels, présentant des garanties reconnues d'aptitude et d'indépendance... »

« ... En revanche, la compétence de la juridiction mixte serait générale, *ratione materiae* et *personae*, à l'égard de toutes les affaires intéressant soit des étrangers de même nationalité, soit des étrangers de plusieurs nationalités, soit enfin des étrangers et des Chinois, quelle que soit leur position respective de demandeur ou de défendeur dans le procès. Les délits commis, par des étrangers

ridiction mixte, qui ne répond pas à l'aspiration du peuple chinois; celui-ci, en effet, voit dans un régime sur lequel s'exerce l'influence étrangère, fût-il minime, une institution inférieure blessant son sentiment national.

La Chine envie jalousement la nouvelle Turquie qui, au lendemain du triomphe de la Révolution, a vu, plutôt pour des raisons politiques, disparaître chez elle le régime des Capitulations qu'elle a supporté pendant plusieurs siècles. Tôt ou tard, le gouvernement national chinois sera obligé, sous la pression de l'opinion publique, de recourir à la politique pour remettre en ordre tout ce qui a été bouleversé et fera rentrer dans le droit commun des peuples libres, toutes les institutions qui sont dignes d'eux. En dernier mot, le peuple chinois qui a une vieille civilisation, toute impré-

à l'intérieur du ressort de la juridiction mixte seraient poursuivis devant elle, soit sur la plainte de la partie lésée, soit par l'intermédiaire d'un parquet fonctionnant auprès du tribunal et organisé d'après les mêmes principes ».

« La justice serait rendue au nom du gouvernement territorial. Toutes les décisions officielles de la juridiction mixte devraient faire l'objet d'un double texte en chinois et dans une langue étrangère ».

« La juridiction d'appel serait composée de magistrats autres que ceux qui auraient connu de l'affaire en première instance ; elle statuerait en deuxième et dernier ressort. Toutefois, pour les sentences de mort et les autres sentences, dépassant un certain degré de gravité, un organe de révision supérieure pourrait être envisagé, comportant une représentation égale des intérêts chinois et étrangers ».

« La législation applicable par la juridiction mixte serait exclusivement la nouvelle législation chinoise, sous réserve, bien entendu, des matières que celles du statut personnel, pour lesquelles il y aurait lieu d'appliquer la loi rationnelle de l'intéressé, conformément aux dispositions de conflit généralement admises par les diverses législations ».

gnée de justice et de pacifisme et qui lutte incessamment pour son affranchissement total devra mériter un traitement égal au sein de cette grande famille qui s'appelle Société des Nations.

VU : *Le Président,*
A. DE LAPRADELLE.

VU : *Le Doyen,*
BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES ET ARTICLES DE LANGUE CHINOISE

The Eastern Miscellany (articles de divers auteurs) :

T 14 N° 1.

T 16 N° 1.

T 17 N° 3.

T 19 N° 8.

T 22 N° 14.

The Pacific Review (article de M. Wang Che-Ki) :

T 4 N° 6.

Ho LI YÜ LL. B. — A Study on Consular Jurisdiction
Shanghai, 1925.

TANG LIU SOU YI. — (Commentaires des lois des Tang).
Bibliothèque Nationale de Paris.

HIMAI KAKO. — La Chine au point de vue du droit in-
ternational.

Rapport de la commission de l'exterritorialité en
Chine, texte chinois publié dans le journal de Shan-
ghai « The Eastern Times », 1927.

TANG MING-SE. — Le recouvrement des droits juridic-
tionnels, Shanghai, 1928.

HOANG-TCH'EN-PAN, avocat au Barreau de Shanghai. —
Procédure civile et criminelle de la Cour Provi-
soire de Shanghai, 1927.

OUVRAGES ET ARTICLES EN LANGUE ANGLAISE

The China year Book 1921-2, 1923.

The Nationalist movement and the Shanghai question :
The China Weekly review October 29, 1927.

J.B.P. the organic Law of the National Government of
the Republic of China : the China Weekly review
October 13, 1928.

W.W. WILLOUGHBY. — Foreign Rights and Interests in
China, Baltimore, 1920.

LIANG YUENG-LI. — Judicial Reform under the Nationalist
Government, The China Weekly review, Oc-
tober 10, 1928.

HO CHICH SHIANG. — The Shanghai Provisional Court,
its Past, Present and Future.

W. K. WELLINGTON KOO. — The Status of Aliens in Chi-
na, New-York, 1912.

A. M. KOTENEV. — Shanghai : its Mixed Court and
Council, Shanghai, 1925.

Shanghai : its Municipality and the Chinese, Shan-
ghai, 1927.

OUVRAGES ET ARTICLES EN FRANÇAIS

WANG KING KY. — La Chine d'aujourd'hui, Bruxelles, 1926.

SIN TCHE PING. — L'organisation judiciaire de la Chine, Grenoble, 1927.

CHENG CHANG SING. — Les concessions en Chine, Paris, 1925.

G. PADOUX. — Condition juridique en Chine des étrangers ressortissants à des Puissances sans traités. Journ. de dr. int., 1920.

La Cour Mixte de la concession internationale de Shanghai. Journ. de dr. int., 1925.

Jean ESCARRA. — Le Problème de l'Exterritorialité en Chine, Paris, Recueil Sirey, 1923.

Droits et intérêts étrangers en Chine, Paris, Recueil Sirey, 1928.

André DUBOSQ. — La Chine en face des Puissances, Paris, 1926.

Exposé des questions à résoudre présenté par la délégation chinoise à la Conférence de la Paix, Paris, 1919.

FÉRAUD-GIRAUD. — Les justices mixtes dans les pays hors Chrétienté.

De la Juridiction dans les Echelles du Levant et de Barbarie.

- K. K. KAWAHAMI. — Le Problème du Pacifique et la politique japonaise, Paris, 1924.
- H. CORDIER. — Histoire générale de la Chine et de ses relations avec les pays étrangers, 4 vol. P. Geuthner, 1920-1922.
- G. DUBARBIER. — La Chine contemporaine, politique et économique, P. Geuthner, 1926.
- R. D'AUXION DE RUFFÉ. — Chine et Chinois d'aujourd'hui, Paris, 1926.
- G. SOULIÉ DE MORANT. — Les Droits conventionnels des étrangers en Chine, Paris, 1916.
- G. SOULIÉ DE MORANT. — Exterritorialité et intérêts étrangers en Chine, P. Geuthner, 1925.
- BAUDEZ. — Essai sur la situation juridique des étrangers en Chine, Paris, Pédone, 1913.
- D^r NAGAO ARIGA. — La Chine et la guerre européenne au point de vue du droit international, Paris, 1922.
- TCHOU-VEN-FOUS. — Etude sur la Réforme de l'organisation judiciaire en Chine, Paris, 1920.
- Paul FAUCHILLE. — Traité de Droit International, Paris.
- GÉRARD. — Cessions déguisées de territoires, Paris.

Table des Matières

INTRODUCTION	5
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

LES JURIDICTIONS EXTERRITORIALES

CHAPITRE I. — Origine de l'Exterritorialité en Chine ..	9
CHAPITRE II. — Raisons de l'introduction de l'Exterritorialité	19
CHAPITRE III. — Etendue de l'Exterritorialité	23
CHAPITRE IV. — Droit de juridiction consulaire	32
CHAPITRE V. — Tribunaux consulaires et Cours spéciales	39

DEUXIÈME PARTIE

LES JURIDICTIONS MIXTES

CHAPITRE VI. — Bases conventionnelles des juridictions mixtes	51
CHAPITRE VII. — Evolution des Cours mixtes de Shanghai	62
CHAPITRE VIII. — Fonctionnement des Cours mixtes de Shanghai	74
CHAPITRE IX. — Critique des juridictions mixtes	82

TROISIÈME PARTIE

LES JURIDICTIONS CHINOISES

CHAPITRE X. — Vers l'abolition de l'Exterritorialité ..	86
CHAPITRE XI. — Système judiciaire avant la République	104
CHAPITRE XII. — Réformes introduites sous la République	108
CHAPITRE XIII. — Cour Provisoire de Shanghai	123
CONCLUSION	130
BIBLIOGRAPHIE	139

